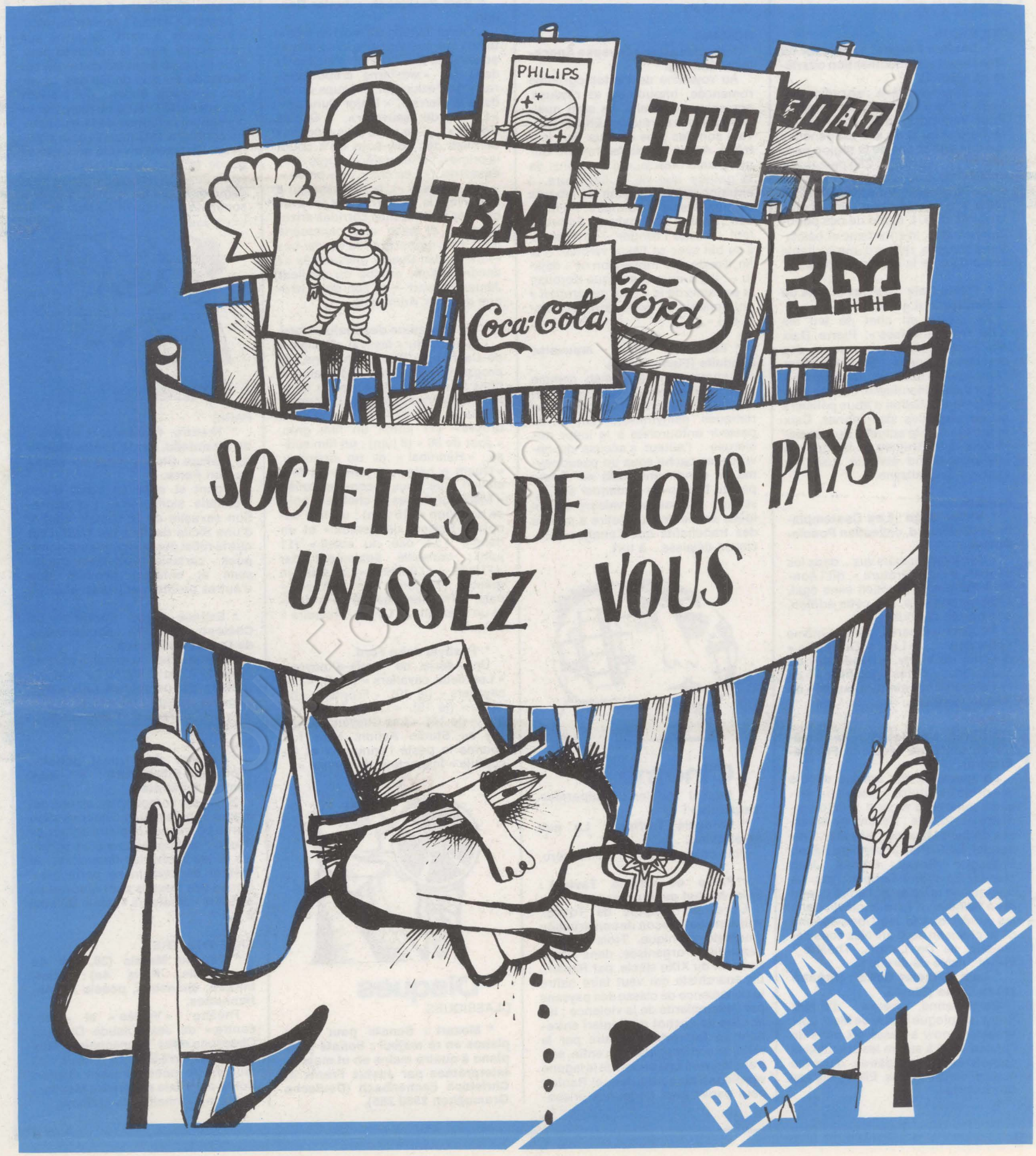
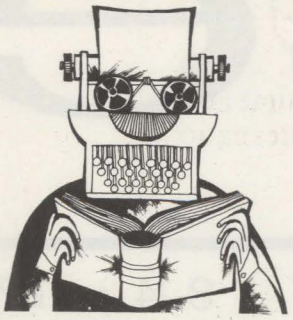
# l'unité

N° 68 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 8-14 juin 1973



# Au risque de vous plaire



## Livres

POLITIQUE

*** Danièle Kergoat : Bulledor ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière. (Le Seuil).**

La classe ouvrière : se radicalise-t-elle ? Ou s'embourgeoise-t-elle ? Pour répondre, une attachée de recherche au C.n.r.s. s'est penchée sur une entreprise de la région parisienne en mai 1968 : 250 personnes employées à la mise en bouteilles d'eau minérale ; trois semaines de grève avec occupation ; un an plus tard, récidive. L'étude de ces périodes de luttes, aventurisme et hésitations compris, relève d'une véritable sociologie de la classe ouvrière.

*** Pierre Daix : Ce que je sais de Soljenitsyne (Le Seuil).**

Rédacteur en chef de feu les « Lettres françaises », Pierre Daix n'a jamais manqué, au cours des dernières années, de condamner l'attitude des autorités soviétiques à l'égard de Soljenitsyne. Plus encore que la dénonciation d'abus policiers ou de séquelles staliniennes, Daix montre la réalité actuelle du « socialisme » à la Brejnev et lui oppose « le plus grand écrivain russe vivant » : Soljenitsyne.

POESIE

*** Victor Hugo : Les Contemplations (Gallimard, collection Poésie-Poche).**

« Des jouets jamais vus... dans les souliers de la littérature », dit Léon-Paul Fargue. Un recueil sans égal, c'est certain. Mis, par cette édition, à la portée de tous.

Récemment parus, dans la même collection : « Les Destinées » d'Alfred de Vigny, « Hypérion » de Hölderlin, « Fêtes galantes » de Verlaine et « Les amours jaunes » de Tristan Corbière.

THEATRE

*** Hervé Le Boterf : Le théâtre en uniforme (éditions France-Empire).**

Le spectacle aux armées depuis la « drôle de guerre » jusqu'aux derniers combats d'Algérie. A la fois sinistre et ridicule : devant les bidasses défilent Maurice Chevalier, Fernandel, Edith Piaf, Joséphine Baker, Françoise Rosay, Raimu, Jean Marais, Raymond Souplex, etc. Le tragique se mêle au dérisoire quand Jean Nohain va faire le clown dans les Aurès, quand les Compagnons de la chanson sont enrôlés sous l'étendard de De Lattre... Théâtre ? Plutôt : drôle de cirque !

*** Loïs Wheeler Snow : Théâtre sur la Chine (Stock).**

Comédienne, veuve d'Edgar Snow, sinologue et ami de Mao, Loïs Wheeler Snow a passé six mois de l'année 1970 à suivre les spectacles chinois dans les théâtres, dans les écoles, dans les rues. Elle relate ses découvertes.

PRESSE

*** Jean Egen : Messieurs du « Canard » (Stock).**

Histoire d'un journal satirique à travers les aventures de ses illustrissimes « canetons » : les Maréchal, Jeanson, Bénard, Tréno, Ribaud et autres Audouard. Sans oublier le rôle du juliénas et des bistrots de la rue des Petits-Pères. Sans oublier l'ombre généreuse et fraternelle de Morvan Lebesque. A recommander en priorité à tous les ex, futurs ou présentement Premiers ministres et aux inspecteurs des Impôts.

ROMANS

*** André Laude : Joyeuse Apocalypse (Stock).**

Au royaume de l'autobiographie romancée, impudique et rêveuse, agressive et rebelle, ils sont quelques princes éprouvés : Ehni et Rezvani sont les plus connus. Sur leur trône, André Laude les rejoint. Sur un rythme bizarre, qui tient plus de la guitare que de la littérature, il entraîne le lecteur dans les labours de son lyrisme visionnaire. A l'horizon : Breton et Ginsberg. Empruntant — sans l'avouer — à Prévert, il se bat avec sa fièvre verbale. A la fin, il reste une impression de « déjà-lu » : il y a quinze ans que Kerouac et ses amis de la « beat generation » ont commis de telles œuvres « rasle-bol ».

*** Fenouil : Pour mauvaise conduite (Flammarion).**

Humour dans le roman comme pavé dans la mare ! « Sous-off » ridicules, Afrique des dépliants touristiques démythifiée, femme de pasteur enfourchée à la lueur des cierges : l'auteur s'accuse de névrose, se cache sous un pseudonyme de condiment, mais ne résiste pas au besoin de s'attaquer sérieusement aux fausses valeurs et aux idées ambiantes. La satire a parfois des tranchants que l'analyse judicieuse délaisse... à tort.



## Cinéma

*** Pascal Aubier : Valparaiso, Valparaiso !**

*** François Truffaut : La nuit américaine.**

Voir en page 16 de ce numéro.

*** Paolo et Vittorio Taviani : Saint Michel avait un coq.**

Librement adaptée de Tolstoï, voici une belle leçon de construction cinématographique. Trois volets : l'expédition organisée, dans l'Italie de la fin du XIXe siècle, par Ranieri, un anarchiste qui veut faire naître la conscience de classe des paysans par l'exemplarité de la violence ; les années de cachot où Ranieri entretient sa foi révolutionnaire par la vertu de son imagination ; enfin, son transfert vers une prison de la lagune vénitienne au cours duquel Ranieri peut parler avec de jeunes prisonniers marxistes ; par eux, il apprend que l'agitation politique, organisée plutôt que spontanée, menée dans les usines et non plus dans les villages, condamne à jamais tout ce à quoi ont cru les Ranieri. Film-méditation qui n'est jamais une démonstration abstraite, film lumineux par son propos, lumineux dans ses images... Assez pour réclamer qu'on puisse enfin voir les autres films — à peu près tous inédits en France — de ces deux importants cinéastes italiens.

*** Sam Peckinpah : Junior Bonner.**

L'Ouest lointain est mort en même temps que ses derniers personnages achevaient leur errance d'inadaptés dans les « westerns crépusculaires » de Peckinpah (« Coups de feu dans la sierra », « Major Dundee », « La horde sauvage », « Cabble Hogue ») ; il ne reste plus alors aux derniers des cow-boys qu'à courir la prime dans les rodéos. Après deux désastres (« Les chiens de paille », « The getaway »), le cinéaste qui a renouvelé le western peint ici avec brio ces tonitruantes corridas arizoniennes, et avec une cocasserie tendre les rapports entre le cow-boy — Steve Mac Queen, merveilleux de décontraction, proche du meilleur James Stewart — et son doux ivrogne de père. Admirable.

*** La Quinzaine des réalisateurs.**

Les films du « festival parallèle » de Cannes au Studio Christine. Au programme de cette 2e semaine, 3 films français : « Une saison de la vie d'Emmanuel » (8 juin), l'excellent « Sourire vertical » (10 juin) et « Bel ordure » (11 juin) ; un film grec, « Jour de 36 » (8 juin) ; un film suisse, « Hannibal » et un brésilien, « Quem e beta » (9 juin) ; un film chilien, que nous recommandons : « Métamorphoses du chef de la police politique » (10 juin) ; un film danois, « Baisers dangereux » et un italien, « La cité du soleil » (11 juin) ; conseillé également par « l'Unité », l'italien « La vita in gioco » (12 juin) ; un film polonais, « The sun rises once a day » et un allemand, « Leçon d'histoire » (13 juin).

*** Festival John Ford.**

Une série de chefs-d'œuvre : « Les deux cavaliers » (le 9), « Les cavaliers » (le 10), « Frontière chinoise » (le 13), « La charge héroïque » (le 14), « Les Cheyennes » (le 15) au Studio Action. Mais fuir comme la peste l'ennuyeux et flicophile « Inspecteur de service ».



## Disques

CLASSIQUES

*** Mozart : Sonate pour deux pianos en ré majeur ; Sonate pour piano à quatre mains en ut majeur. Interprétées par Justus Frantz et Christoph Eschenbach (Deutsche Gramophon 2530 285).**

Autant l'exercice à quatre mains relève de la musique mondaine — Mozart commit cinq œuvres de ce genre — autant les œuvres pour deux pianos sont rares et exceptionnelles : elles permettent un véritable dialogue où sensibilité et imagination peuvent se compléter parfaitement. Mozart n'a produit que cette seule sonate « pour deux ».

*** Mozart : Concerto pour flûte et harpe ; Concerto pour clarinette. Par l'orchestre philharmonique de Berlin, sous la direction de Von Karajan (Emi-Pathé C 069 02320).**

Mozart a écrit 11 concertos pour instruments à vent. Souvent sur commande. Ainsi le Concerto pour flûte et harpe a-t-il été composé sur demande du duc de Guines. Musique mondaine encore, qui n'aurait pas supporté l'usure du temps si on n'y sentait la fougue de la jeunesse. Au contraire, le Concerto pour clarinette, librement inventé au voisinage de la mort, est d'une richesse égale aux concertos pour piano ; l'adagio en constitue d'ailleurs un des sommets de l'œuvre de Mozart.



## Théâtre

PARIS

*** Théâtre Récamier : « Liola » de Pirandello, par le Teatro Stabile de Catane (Italie), mise en scène de Turi Ferro.**

Argent et sexe au cœur d'une « cantate sicilienne ». L'organisation sexuelle de la société agraire d'une Sicile des années 1920 n'est que le reflet des structures économiques : certains produisent (moissons et enfants) pendant que d'autres profitent et jouissent...

*** Espace Pierre Cardin : « Le Château » de Kafka, mise en scène de Daniel Mesguisch.**

Le texte initial du roman n'est que prétexte à jeu théâtral. Le sujet s'y prêtait : dix personnes rejouent la tragique aventure d'un célèbre personnage de roman : Monsieur K.

BANLIEUE

*** Théâtre de l'Ouest parisien (Boulogne-Billancourt) : 3e Rencontres théâtrales.**

30 jeunes compagnies, en une semaine, vont faire une démonstration qui ne pourra que déplaire à Maurice Druon : malgré les menaces verbales et les asphyxies financières, le théâtre de demain se porte bien. Certes ces troupes sont réduites au statut d'« amateurs ». Mais la faute à qui ?

CAFE-THEATRE :

*** Bar du Marais (28, rue de Beautreillis, Paris 4e) : Mini-théâtre, chansons, poésie et marionnettes.**

Théâtre : « Veillée » et « Rencontre » de Jean-Claude Danaud. Chansons : les chansonniers Guy Berteil et Pierre Eymaux. Poésie : les œuvres du poète bressan Gaston Couté par Vania et Bernard Meulien. Et les marionnettes de Malhoyt.

# Sommaire


4

Pouvoir : Secrets de polichinelles

Les copains d'abord...

6

Les cantons escamotés

7

A contre-pied

8

Entretien : Edmond Maire : « Joindre l'enthousiasme à l'analyse lucide »

10

Justice : La règle à calcul

11

Diplomatie : Pompidou dans le piège

Grèce : La grosse ficelle de la Junte

12

Automobile : A tombeau ouvert

Paris : La quête à l'entrée

14

Consommation : « Ya plus de bon pain »

15

Théâtre : Tant pis pour Druon

16

Cinéma : Vivre son rêve ou rêver sa vie

17

L'œil en coin : Un savant ? D'abord un homme

Télé-sélection

18

Livres : Au rendez-vous manqué de l'Histoire

Notes de lecture

19

Document : L'Internationale du fric

23

Mots croisés

24

Livres : militants, par François Mitterrand



PHOTOS ET DESSINS

Gérard Aimé - Boojum Consort (pages 6, 8, 9) Barrigues (pages 4, 16, 18) Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 4, 13, 19) Pierre Guéna (page 5) Julem (page 12) Keystone (page 11) Pascal Lebrun (page 21) Sabadel (page 14) Teich (page 10) U.p.i. (page 21).


# Courrier

## Force ouvrière et le P.s.

« Adhérent, militant F.o. depuis plus de 22 ans, adhérent au Parti socialiste depuis à peine un an, j'ai à ces divers titres pris connaissance avec un vif intérêt des articles parus dans le dernier numéro de « l'Unité » (1er - 6 juin 1973) concernant le portrait de l'électeur socialiste, d'une part, et l'entretien avec André Bergeron, d'autre part. J'ai également lu « le Nouvel Observateur » qui publie le résultat du sondage de la Sofres et qui l'analyse. J'en ai tiré un certain nombre d'enseignements, en particulier en ce qui concerne Force ouvrière. Il ressort de cette analyse que le cliché qui tend à présenter les syndiqués F.o. avec l'image de marque « modérés » (ceci à travers certaines déclarations du secrétaire général de l'organisation) doit être révisé. En particulier, notons la sympathie manifestée par 43 % d'entre eux pour le Parti socialiste. Deux adhérents sur trois voteraient à gauche et, parmi ceux-ci, les deux tiers iraient vers le P.s. En rapprochant ces chiffres de ceux obtenus par les autres centrales syndicales, ils sont des plus satisfaisants et ceci personnellement, me réconforte. La question posée par Michèle Backmann à Bergeron concernant ce sujet était donc des plus judicieuses. On ne peut que regretter la réponse de Normand de notre secrétaire général...

Un des 43% de F.o. qui, de sympathisant, est devenu adhérent au P.s. » (P. ESTRADEL,Cahors).

## Défense des bibliothèques

« Les bibliothèques ont organisé les 5 et 6 juin une action pour faire connaître leurs difficultés. Il serait important que « l'Unité » en parle, elle qui a été la première à signaler le scandale des six livres... aux jeunes mariés, et parce que les références aux bibliothèques dans le programme commun viennent de notre programme. La Bibliothèque nationale relève de la « sauvegarde du patrimoine national » aujourd'hui menacé : faute de reliure, un livre se détériore vite et ceux de la Bibliothèque nationale servent beaucoup plus qu'ils ne devraient, faute pour les lecteurs de les trouver ailleurs... Pour le reste des bibliothèques, les universitaires sont parfois dans l'impossibilité d'acheter des livres depuis plusieurs années (exemple : Montpellier), vu le poids des frais de fonctionnement. L'augmentation des crédits demandée à l'heure actuelle par la direction ne permet pas de pallier cela. Pour la « lecture publique », il faut en faire un des piliers de la formation permanente — possibilité de disposer d'un matériel coûteux, audio-visuel compris, qui est socialement « rentabilisé » par sa circulation. » (Serge PERROT, Paris).

## Chômeurs diplômés

« Dans le n° 65 de « l'Unité », Anne Régnier, dans son article sur les maîtres auxiliaires, met l'accent sur le scandale permanent des personnels non titulaires de l'Education nationale. Il est manifestement exact que les auxiliaires sont taillables et corvéables à merci, qu'on leur propose — quand on ne leur impose pas — un certain nombre d'heures supplémentaires, qu'ils n'ont aucune formation pédagogique et qu'il leur est impossible à la fois de faire un travail sérieux d'enseignement et de préparer un concours de recrutement. Concours de recrutement (Capes, Agreg) auquel, dans la plupart des cas, ils sont refusés, ce qui est aussi le cas de 80 à 90% des autres candidats suivant les disciplines...

Mais il y a un scandale encore bien plus grave que les socialistes et « l'Unité » se doivent de signaler. Pour comprendre ce scandale, il faut connaître le système de recrutement des maîtres auxiliaires. Aucun concours, forcément puisqu'il s'agit d'auxiliaires, mais aussi et surtout aucun — oupratiquement aucun — critère de recrutement.

Tous les ans, il n'y a parmi les licenciés ou maîtres demandeurs de postes qu'un très petit nombre d'élus auxiliaires. Qui sont ces élus ? Dans la plupart des cas, ce sont ceux qui ont la chance de connaître quelqu'un de « bien placé »... Et quels sont ceux qui ont cette possibilité ? Je vous le demande... Je ne dis pas que ce soit la généralité, mais, c'est, en tout cas, la majorité.

Les socialistes se doivent d'exiger l'arrêt immédiat de ce système de recrutement antidémocratique et d'obliger le ministère à mettre un nombre suffisant de postes au concours. Ils se doivent aussi de dénoncer la démagogie gouvernementale qui fabrique chaque année un nombre grandissant de chômeurs diplômés. » (Jean-Paul DENANOT, Limoges).

# Secrets de polichinelles

« Les temps changent. Autrefois, c'était l'homme qui décidait. Il donnait la vie, la femme était comme un frigidaire — enfin, un frigidaire chaud (rire gras) dont l'homme tirait la poignée... » Deuxième citation : « Les écoutes téléphoniques ne doivent pas porter atteinte à la vie privée. »

Ces deux citations sont de Georges Pompidou, actuel président de la République française. Le Conseil des ministres de la semaine dernière débattait de l'avortement et des écoutes téléphoniques à la lumière du scandale de Watergate. Philosophie de comice agricole et muflerie de sergent recruteur pour l'une. Hypocrisie parfaite et moralisme à bon marché pour l'autre. Qui rejoignent les relents de « Travail, Famille, Patrie » savamment distillés par les Druon, Galley, Royer ou autres Mazeaud au cours de leurs tournées dominicales.

Le Pouvoir parle le langage de la droite, avec une conviction plus forte que jamais. Mais cette façade ne lui suffit pas. Il veut aussi être en mesure de peser davantage encore sur l'administration.

## Des préfets dociles

Le 30 mai dernier, le Conseil des ministres a approuvé la nomination de 22 nouveaux préfets de région ou de département. En moins d'un an, plus du tiers de ces fonctionnaires auront changé de poste. 45 % des préfets qui font l'objet du dernier mouvement sont passés par les cabinets ministériels de la Ve République et 13 % par les services du ministère de l'Intérieur. Raymond Marcellin espère ainsi placer à la tête des préfectures non seulement des administrateurs, mais aussi des hommes politiquement sûrs.

Autre fait révélateur : 31 % de ces préfets, dont la moyenne d'âge s'établit autour de 51 ans, sont passés par l'administration vychiste. Et n'y ont accompli aucun acte de Résistance décelable. Il n'y a pas là de quoi choquer Pompidou et Marcellin.

Idéologie de droite, renforcement de l'emprise du politique sur l'administratif, le régime se durcit. Et, dans ce contexte d'ordre moral, les réflexions du président de la République sur le danger des tables d'écoutes téléphoniques ne manquent pas d'un certain sel.

Quand il était Premier ministre du général de Gaulle, un des membres de son cabinet s'appelait Jacques Patault. La fonction de ce dernier, de 1962 à 1968, était de centraliser les demandes d'écoutes téléphoniques formulées par le ministère de l'Intérieur et par le ministère des Affaires étrangères. Et de donner en trois exemplaires, dont un conservé par lui sous forme de procès-verbal officiel, les autorisations de branchement pour les Renseignements généraux, la Sécurité militaire, le Sdece et la D.s.t.

## Le motard quotidien

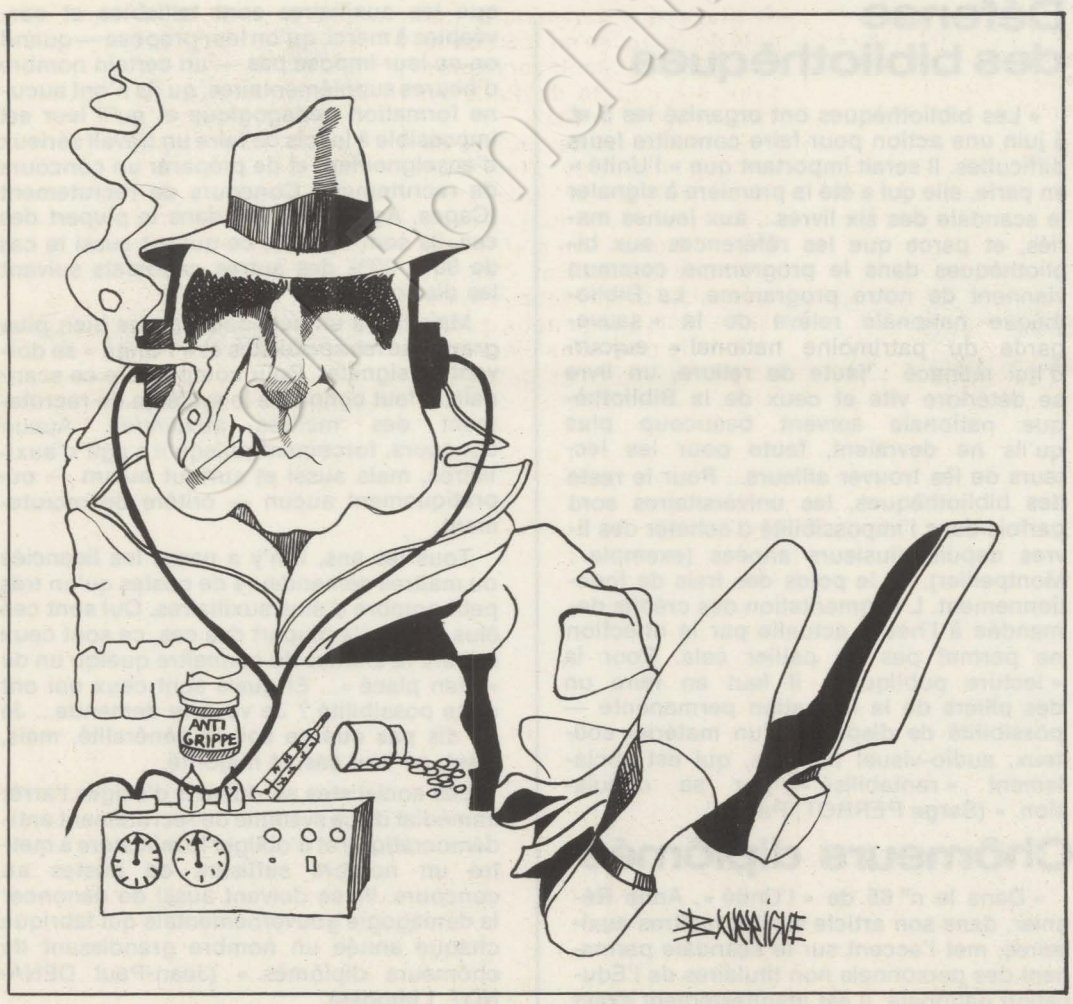
Chaque matin, vers 10 h, un motard amenait à Matignon les comptes rendus d'écoutes. A l'époque, environ 1 500 lignes de téléphone étaient placées en écoute directe par sondage sur le centre du 2 bis, avenue de Tourville, une caserne aux murs sinistres, en plein cœur de Paris.

Grâce aux investissements réalisés depuis trois ans, la capacité de ce centre a été portée à environ 2 500 lignes d'écoute.

Il faut pourtant rappeler trois faits :

1° Les écoutes téléphoniques sont parfaitement illégales. En mars 1960, la Cour d'appel de Paris précisait : « On peut dire qu'en France, l'écoute téléphonique n'est légale que si elle est ordonnée par commission rogatoire du juge d'instruction. Tout autre procédé d'interception téléphonique est délictueux et relève des tribunaux correctionnels. » C'est à partir de là et d'un certain nombre de faits précis dont il a eu connaissance — le dernier en date concerne une fiche d'écoute à Marseille — que le groupe parlementaire socialiste a l'intention de demander la constitution d'une commission d'enquête.

2° Le Groupement interministériel de contrôle situé avenue de Tourville, qui est dirigé aujourd'hui par le général Eugène Caillaud, dépend directement



# LES COPAINS D'ABORD...

**La Ve République, c'est aussi la République des petits copains, des petits avantages et des petits arrivistes. Voilà quatre biographies express d'hommes politiques de la majorité. Ces quatre hommes ont été battus aux élections de mars 1973. Mais leur carrière continue.**



**▶ Jean Poudevigne : secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès de Jacques Duhamel. Député du Gard de 1968 à 1973. Battu par le socialiste Jean Bastide en mars dernier.**

**De 1949 à 1958, Poudevigne est chargé des relations publiques de l'Union des chambres syndicales des industries du pétrole. C'est-à-dire employé du patronat. Il a conservé de cette époque le sens des relations publiques. Il laisse aujourd'hui entendre que le gouvernement lui a proposé la direction de Radio Monte-Carlo, actuellement détenue par l'ancien ministre de la construction Jacques Maziol, battu, lui en 1967. Mais il semble que ce soit un simple ballon d'essai. Après tout, le gouvernement pourrait avoir la même idée que Poudevigne.**

**▶ Jean Bozzi, ancien préfet, député de Corse de 1967 à 1973. Conseiller technique, puis directeur adjoint de 1962 à 1967 au cabinet du ministre de l'Intérieur, Roger Frey. Il s'y fait une spécialité des affaires particulièrement délicates.**

**En 1965, Bozzi était devenu membre des Comités des programmes de radio et de télévision de l'O.r.t.f. Cette fois, il s'est fait nommer conseiller technique au ministère des Armées, où il s'occupe des relations avec le médiateur Antoine Pinay. Fonctions vagues, s'il en est.**





**▶ Alexandre Sanguinetti, député de Toulouse en 1968, battu en 1973 par Alain Savary après avoir été député de Paris en 1962 et battu en 1967.**

**En 1958, chef de cabinet de Frey, ministre de l'Intérieur, spécialiste de la lutte anti-O.a.s. Baroudeur du gaullisme musclé. Nommé en mai 1973 à la tête de l'O.r.s.t.o.m. C'est un spécialiste du « recasage ». De 1967 à 1968, Sanguinetti, qui attendait de nouvelles élections, s'était fait nommer président du conseil d'administration de la Société pour la construction et l'exploitation du tunnel sous le Mont Blanc. Edmond Giscard d'Estaing, père de Valéry, l'avait précédé dans ce fromage.**

**▶ Pierre Dumas, député de la Savoie de 1958 à mars 1973. Vient de se recaser à la tête de l'Office national des forêts, dont Michel Jobert, l'actuel ministre des Affaires étrangères, fut un temps le directeur par la grâce de Georges Pompidou, Premier ministre. Comme Sanguinetti, Dumas pratique les tunnels : depuis 1965, il est président de la Société française pour le tunnel routier de Fréjus.**



du Premier ministre. De 1962 à 1968, il s'agissait de... Georges Pompidou.

3° Selon les spécialistes des Renseignements généraux, 500 des lignes d'écoute, toutes illégales, sont mises en place pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la criminalité ou le contre-espionnage, mais beaucoup avec la grande ou la basse police, comme l'a montré une affaire qui a fait quelque bruit l'an dernier : à cette époque, le secrétaire général d'un parti de la majorité poursuivait une aventure extra-conjugale qui l'amenait à donner des rendez-vous galants dans un hôtel chic et discret de la grande banlieue ouest de Paris. L'hôtelier, doublement complaisant, transmet le renseignement. L'affaire remonte la hiérarchie. L'homme politique en question est mis sur table d'écoutes. Tout à fait fortuitement, il l'apprend et fait un scandale à un très haut niveau, en dénonçant avec une belle indignation des méthodes qui portent atteinte à la vie privée des citoyens.

Pourtant, loin d'avoir cessé, ce type de surveillance policière se trouve érigé en méthode de gouvernement. L'ordre moral a ses exigences.

## La rumeur

Dans ce climat politique où l'hypocrisie et le cynisme font si bon ménage, la « maladie » de Pompidou est devenue brusquement un fait majeur. A vrai dire, ce que tous les journaux, avec un bel ensemble, ont écrit depuis une semaine n'a fait que révéler au grand public ce qui, depuis plusieurs mois déjà, se disait

→

## Secrets de polichinelles

dans les milieux politiques dits « bien informés ». Tout au plus, la rumeur s'est précisée après que plusieurs dizaines de journalistes français et anglo-saxons aient remarqué à Reykjavik que le président de la République marchait avec difficulté et se montrait d'une irritabilité anormale.

La question brusquement posée, il était difficile à l'Elysée de demeurer silencieux. Mais le communiqué publié mardi parlant de « grippe à rechutes » — ce qui laisse les médecins plus que sceptiques — n'est pas de nature à faire taire les commentaires, les supputations et les hypothèses. Ni à stopper les grandes manœuvres déjà entreprises simultanément par les deux hommes qui se considèrent aujourd'hui comme les mieux placés pour la succession : Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas.

Dans toute cette affaire, la note humoristique est venue du président du C.n.p.f., François Ceyrac, qui, après avoir déjeuné avec Pompidou, a cru devoir déclarer en quittant l'Elysée : « J'ai trouvé le président de la République dans une remarquable condition physique et intellectuelle. »

N'est-ce pas un symbole que les bulletins de santé du président de la République soient transmis au public par le président du patronat français ?

NICOLAS BRIMO






Le 2 bis, avenue de Tourville.

## Les cantons escamotés

**Les services du ministère de l'Intérieur se livrent depuis plusieurs mois à un curieux travail qui consiste à redessiner les structures administratives de la plupart des départements français. Il s'agit de créer de nouveaux cantons, pour la plupart urbains ou semi-urbains, afin de tenir compte des mouvements démographiques qui se sont produits ces dernières années. Le découpage cantonal actuel se traduit, en effet, par des déséquilibres effarants. Dans un même département, par exemple celui des Pyrénées-Orientales, le conseiller général de Perpignan représente plus de 100 000 habitants, celui de Montlouis moins de 10 000.**

**C'est pour remédier à ces déséquilibres que le gouvernement avait annoncé il y a deux ans, dans le cadre de la réforme régionale, la création de 400 nouveaux cantons.**

**Depuis lors, sur la base des rapports qui ont été demandés à tous les préfets, les services du ministère de l'Intérieur se sont évertués à trouver les découpages les plus astucieux afin d'avantager au maximum la majorité — ce qui donne des résultats burlesques : cantons en forme d'étoile, de pieuvre... Malgré tout, les sondages des préfets établissent que près des 3/4 de ces nouveaux cantons vont tomber aux mains de l'opposition.**

**Or, les élections cantonales d'octobre précèderont immédiatement la mise en place des Conseils régionaux et nombre de ceux-ci risqueraient donc d'avoir une majorité de gauche.**

**Désireux d'éviter à tout prix que se produise une telle situation, le ministre de l'Intérieur vient d'imaginer une solution qui consisterait à renouveler la représentation des anciens cantons en octobre, puis à mettre en place les Conseils régionaux et ensuite seulement (printemps 1974) à créer et à faire voter les nouveaux cantons. En tout cas, des enquêtes faites auprès de services du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur font apparaître que le nombre de cantons dont la création était prévue avant octobre est successivement tombé à 320 (il y a quelques mois), puis à 230 (il y a quelques semaines), enfin à zéro (tout récemment).**

**En toute démocratie marcellinienne, bien entendu !**

**A. V.**

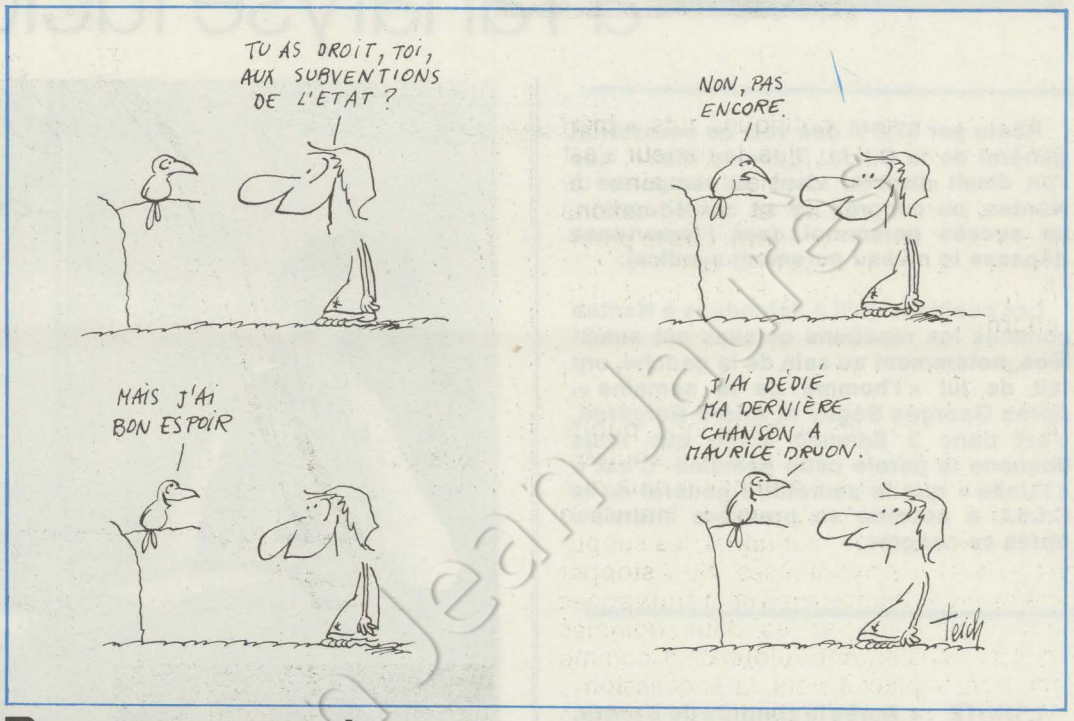
# A contre-pied

## L'élection de Flers

L'analyse électorale que nous avons publiée la semaine dernière faisait ressortir la progression considérable du Parti socialiste dans des régions à forte influence catholique, où il était jusque-là faiblement implanté. Une nouvelle illustration de cette progression a été fournie dimanche par le succès du candidat socialiste Philippe Barade à l'élection municipale partielle de Flers (Orne). Premier élu de gauche dans cette municipalité, Barade a réuni au second tour, contre un candidat « réformateur » soutenu par l'U.d.r., sensiblement plus de voix que le total de la gauche au premier tour. Il a confirmé ainsi le remarquable score que le candidat socialiste aux dernières élections législatives, Pierre Pavis, avait réalisé à Flers en triplant les voix de la F.g.d.s. de 1968.

## Intonations subversives

Depuis 15 ans, la radio guadeloupéenne diffusait chaque semaine une émission religieuse, « L'actualité catholique » ; elle vient d'être supprimée. Arthur Conte serait-il saisi par le combisme ? Le veto vient plus probablement d'ailleurs, via le préfet de ce département d'outre-mer, puisque l'O.r.t.f. local a motivé l'interdiction par le « caractère subversif » de l'émission transparaissant « à travers certaines insistances ou dans l'intonation, par exemple quand il s'est agi de l'Amérique latine »




## Renversement d'alliance

De multiples signes soulignent la tension — pour ne pas dire plus — qui existe à nouveau entre les deux principales formations de la majorité, l'U.d.r. et les Républicains indépendants. Exemple : l'élection sénatoriale qui s'est déroulée dimanche dans l'Yonne. Plutôt que de retirer leur candidat devant celui de l'U.d.r. arrivé en tête au premier tour, les Républicains indépendants ont préféré maintenir le leur et le faire élire contre le premier après avoir négocié le désistement du réformateur. L'affaire se corse dans la mesure où l'initiateur de ce renversement d'alliance n'est autre que Jean-Pierre Soisson, député du département et l'un des quatre dirigeants nationaux des R.i. A classer sans aucun doute dans le dossier — qui ne cesse de s'enfler — de la grande bataille Giscard-Chaban.

## A propos d'une manifestation

Le Parti communiste et onze autres organisations ont lancé un appel pour la tenue, le 20 juin, d'une série de manifestations pour la défense des libertés. Voici la lettre que Gérard Jaquet, au nom du secrétariat du P.s. avait adressée à ce sujet, le 30 mai, à Georges Marchais.

« Chers Camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 26 mai. Nous partageons pleinement vos préoccupations à propos de l'inquiétante évolution du régime. Vous n'ignorez d'ailleurs certainement pas qu'à maintes reprises nous avons tenu à marquer notre ferme réprobation à ce sujet.

Nous estimons, comme vous, qu'une réplique s'impose, et nos représentants au Comité permanent de liaison des partis de gauche l'ont affirmé sans ambiguïté.

Mais une riposte ne donnera son plein effet que dans la mesure où elle sera sérieusement conçue et organisée d'un commun accord.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est préférable de s'accorder le temps indispensable, afin d'être en mesure de prendre les décisions utiles dans le courant du mois de septembre. »

## Les socialistes proposent

**DIPLOMATIE ET DROITS DE L'HOMME**

**Les socialistes jugent indispensable une intervention française auprès du Maroc, où se multiplient les atteintes aux droits de l'Homme, et auprès de l'Afrique du Sud, pour obtenir la libération de 6 hommes jugés pour avoir mis en cause la politique de ségrégation raciale. (Question d'actualité d'Alain Savary et question écrite de Jean-Pierre Chevènement).**

**LE PRIX DU LAIT**

**Depuis avril, le litre de lait est payé aux producteurs 3 centimes de moins (0,59 F), malgré les promesses faites après une récente réunion de la C.e.e. C'est parfaitement injustifiable alors que, dans le même temps, le consommateur paie le lait 7 centimes de plus ! (Question écrite de Gilbert Faure).**

**EN FAVEUR DES IMMIGRES**

**Il est indispensable que soit organisé un large débat parlementaire, conduisant à un ensemble de lois, sur les multiples problèmes de l'immigration en France. (Question orale avec débat de Hubert Dubedout).**

**LE MALAISE DANS LES P.T.T.**

**Dégradation des services postaux, insécurité des agents dont le statut est remis en cause : là aussi, les socialistes réclament des mesures d'urgence. (Question orale d'André Labarrère).**

**POUR LES PERSONNELS DE L'EDUCATION SURVEILLEE**

**La création de nouveaux établissements et la modernisation de ceux qui existent, voilà ce que proposent les socialistes en faveur de l'Education surveillée. Ainsi que l'amélioration des rémunérations et la mise en place de statuts nouveaux en faveur des personnels. (Question écrite de Gilbert Faure).**

# Maire :« Joindre l'enthousiasme à l'analyse lucide»

**Réélu par 87,6% des voix au secrétariat général de la C.f.d.t., Edmond Maire, que l'on disait discuté, vient de remporter à Nantes, au congrès de sa confédération, un succès personnel dont l'importance dépasse le niveau purement syndical.**

**Les positions qu'il a défendues à Nantes commes les réactions qu'elles ont suscitées, notamment au sein de la gauche, ont fait de lui « l'homme de la semaine ». Après Georges Séguy et André Bergeron, c'est donc à Edmond Maire que nous donnons la parole cette semaine. C'est à « l'Unité » que le secrétaire général de la C.f.d.t. a accordé sa première interview après ce congrès.**



Edmond Maire et Michèle Backmann.

**L'UNITE : « Après le congrès de Nantes, on a l'impression que la C.f.d.t. entend jouer un rôle plus politique que par le passé. Est-ce votre sentiment ? Et comment voyez-vous vos rapports avec le P.s., le P.c. et le P.s.u. ?**

**EDMOND MAIRE :** Je crois au contraire que la C.f.d.t. a peut-être pu apparaître plus politique lorsque, dans l'enthousiasme de mai 68 et de son congrès de 70, elle a développé ses idées de socialisme autogestionnaire. Aujourd'hui, nous avons eu un congrès qui a décidé de mieux faire apparaître dans le concret ce que voulait dire cette perspective : rassembler les différentes catégories, vivre une démocratie syndicale réelle, faire du syndicat l'instrument qui donne aux travailleurs la capacité de décider de leur action collective. Cela nous semble, actuellement, la meilleure démarche pour faire apparaître clairement que l'autogestion est la réponse immédiate, logique, crédible à leur situation. Si l'on appelle cela une attitude politique — et c'en est une, en effet, au sens le plus large du terme — alors, nous sommes d'accord. Nous multiplierons nos efforts, après ce congrès, pour mieux lier la politique d'ensemble aux luttes décentralisées.

Par contre, ce congrès ne nous fait en rien nous acheminer vers ce qu'on pourrait appeler un syndicat-parti, ou vers des alliances organiques avec des forces politiques, notamment avec le P.s. et le P.s.u. Nous pensons que la cohérence et la liaison des forces autogestionnaires, passent par une confrontation des objectifs de lutte que peuvent se donner les différentes forces pour créer une mobilisation populaire et, dès que le pouvoir politique aura été conquis, entamer les réformes significatives du type de socialisme que nous voulons.

Le Parti socialiste a élaboré dans son programme, et dans le programme commun, un certain nombre de ces réformes et de ces thèmes de lutte. Le P.s.u. a fait de même lors de son dernier congrès. La C.f.d.t. a, elle aussi, mis au point un certain nombre de réformes significatives, dont certaines ont été exposées dans le débat « Portes ouvertes » sur l'entreprise organisé par le P.s. Et après notre congrès, les syndicats, fédérations et unions régionales C.f.d.t. vont accélérer la mise au point d'objectifs intermédiaires. Une confrontation s'impose donc à nos yeux pour qu'en toute liberté chacun s'enrichisse de la réflexion et des expériences des autres.

**— Comment analysez-vous les récentes déclarationsdeGeorgesMarchaissurl'autogestion ? Les interprétez-vous comme une ouverture de la part du Parti communiste ? Croyez-vous possible un nouveau débat entre le Parti communiste et la C.f.d.t. ?**

— D'abord, il n'y a pas eu de débat direct, sur le fond, entre la C.f.d.t. et le Parti communiste. La C.f.d.t. débat souvent avec des militants communistes, mais ce débat se reflète dans la discussion de fond C.f.d.t.-C.g.t.

Je crois aussi que ce n'est pas le mot autogestion qui fait peur aux communistes. Le président des syndicats de l'Union soviétique, Chélépine, a déjà dit qu'il y avait identité entre l'autogestion et le communisme réalisé. Si le Parti communiste ne souhaite pas reprendre actuellement le mot d'autogestion, c'est parce qu'il a été lancé en France par la C.f.d.t. et au plan international par la Yougoslavie. Cela dit, ce qui est important, ce ne sont pas les mots, mais le contenu. Si le Parti communiste est prêt à considérer qu'il faut aborder le fond des choses, alors, ce sera effectivement un progrès. Donc nous attendons de voir ce qui va se passer.

Le Parti communiste a dit que la C.f.d.t. faisait de l'anticommunisme. Or, j'ai lu une interview de l'ancien rédacteur en chef des « Lettres françaises », Pierre Daix, qui est un intellectuel influent du Parti communiste. On s'aperçoit qu'il met en cause la Révolution russe, qu'il va jusqu'à dire que l'Union soviétique ne s'identifie plus à l'avenir du socialisme. Et il indique bien qu'il fait cette déclaration en communiste, par fidélité à l'idéal du communisme. Eh bien, la C.f.d.t. se place de la même façon d'un point de vue profondément socialiste, lorsqu'elle critique la bureaucratie centralisée et les atteintes aux libertés dans les démocraties populaires. La théorie et la pratique autogestionnaire ne sauraient en aucun cas être assimilées à l'anticommunisme. C'est vrai que le Parti communiste français a évolué depuis sa période stalinienne, mais, quand à la veille de notre congrès, un membre du Bureau politique écrit que la volonté de la C.f.d.t. de renforcer les forces autogestionnaires correspond à une convergence de fait avec Pompidou, quand Claude Poperen dit que la C.f.d.t. aide ainsi ceux qui tentent de licencier les militants syndicaux dans les entreprises, nous constatons qu'il y a un retour de flamme du vieux démon stalinien, que nous ne pouvons laisser passer, dans l'intérêt du Parti communiste et de l'union des forces de gauche.



Le développement des forces autogestionnaires, leur cohérence et leur convergence sont au contraire, aujourd'hui, la condition de la victoire de toutes les forces socialistes dans notre pays. En France, il n'y aura pas de victoire socialiste sans les communistes. Mais notre conviction est qu'il n'y aura pas de victoire du socialisme si ce socialisme n'est pas autogestionnaire.

**— On a dit de ce congrès qu'il était celui du retour au réalisme. Cela semble vouloir dire que la C.f.d.t. s'en était éloignée. Qu'en pensez-vous ?**

— Je dirais plutôt que c'est le congrès de la consolidation. Cherchez une seule orientation de 1970 qui ait été modifiée ou atténuée par ce congrès, vous ne trouverez pas. Mais je dirais aussi que c'est le congrès de la prolongation ; c'est-à-dire qu'il nous faut joindre l'enthousiasme à l'analyse lucide, pour être plus efficaces, pour être plus nombreux aussi et, surtout, améliorer l'unité dans l'action des différentes catégories. Le rôle du syndicat comme lieu de rassemblement des travailleurs décidés à agir pour changer leur condition a donc été mis en valeur. Mais il s'agit d'un type de syndicalisme profondément renouvelé dans ses méthodes, dans sa vie démocratique, dans les liaisons qu'il établit avec les travailleurs non organisés.

**— Ce mélange d'enthousiasme et d'analyse lucide implique-t-il qu'on serait aujourd'hui plus réservé dans la conduite de certaines grèves, comme celle de chez Renault, par exemple ?**

— Il ne faut voir aucun virage dans la position adoptée par le congrès. Il n'y a pas d'appréciation différente aujourd'hui par rapport à hier. Je dirais que le congrès confirme des positions sur lesquelles, si on les regarde bien, nous réfléchissons depuis près d'un an : les luttes très parcellaires qui n'arrivent pas à trouver un sens politique commun (je ne dis pas à se globaliser en une journée d'action) ; l'analyse un peu rapide qui a été faite de certains échecs, où l'on s'est contenté de dire : « C'est de la faute de l'adversaire », ou même de certains succès que quelques-uns auraient voulu répéter...

Mais il ne faut pas du tout attendre de la C.f.d.t. qu'elle soit, en quoi que ce soit, moins sensible à la profonde révolte de quantité de travailleurs. Seulement, elle sera sans doute plus attentive aux moyens de l'exprimer plus massivement, plus efficacement.

**— N'avez-vous pas senti, au cours du congrès, un certain décalage entre les préoccupations des militants de base et les positions confédérales ?**

— Il y a eu, comme dans tous les congrès très démocratiques où l'accès est facile — n'importe quel petit syndicat peut envoyer son délégué — une expression orale effectivement plus représentative de la petite minorité (environ 10%) que nous avions dans le congrès, que de la majorité. Quantitativement, il y a un décalage important. Mais il est vrai que nous sommes devant une question, et ce n'est pas seulement la question de la C.f.d.t.

**— Je ne pensais pas seulement au problème de la minorité qui s'est exprimée au congrès. Ne croyez-vous pas que, souvent, les thèmes lancés par la confédération ne sont pas toujours facilement adoptés par les militants ?**

— Prenons un exemple. En 1970, le congrès était assez en avance sur bon nombre de ses militants de base. Mais il a très bien exprimé ce qu'ils ressentaient, et qu'ils ne pouvaient pas encore exprimer clairement. C'est pour cela qu'il a eu un prolongement et un grand écho. Nous croyons que nous avons eu, en quelque sorte, la même chose à celui-là : les décisions du congrès expriment ce que ressentent assez confusément un grand nombre de militants, mais qu'ils n'expriment pas encore très clairement. Cela vient, je crois, d'une préparation, qui est mieux faite par le Bureau national, c'est vrai, que dans chaque syndicat. C'est d'ailleurs pour cela qu'un congrès est important. Et la suite du congrès est bien plus importante que le congrès lui-même.

**— Au cours des débats, de nombreux sujets, comme par exemple la C.f.t., l'analyse des dernières grèves, n'ont pas été abordés. Parmi ces sujets, y en a-t-il qui, à votre avis, ont marqué à la discussion ?**

— Il y a des sujets où l'accord est tellement large qu'ils ne posent guère de problèmes : celui de la C.f.t. par exemple, et bien d'autres. Je dirais même que l'idée de renforcement des forces autogestionnaires est tellement unanime que personne n'éprouve le besoin de la discuter.

Il y a eu, certes, des points plus faibles : les conditions de travail, par exemple, et je crois que c'est normal : nous sommes là dans une phase d'intense réflexion, mais je crois que cette réflexion n'est pas encore assez avancée pour la conclure à un congrès. La question des retraités, de l'insertion des retraités dans l'action, a été abordée de façon assez traditionnelle. On a bien parlé des travailleuses, on commence aussi à parler sérieusement des immigrés. On a parlé, un peu, du problème du cadre de vie, mais là, il y a décalage entre le souhait et l'action réelle qui est encore très limitée. Au point de vue international, la question européenne a été abordée sous l'angle des structures syndicales nécessaires à l'action européenne, mais peu sous l'angle des objectifs à atteindre.

Les questions théoriques, qui étaient dans une partie du rapport, ont été peu développées, notamment en ce qui concerne le progrès scientifique et technique, la croissance ou l'Etat. Mais je ne le regrette pas. L'on ne pouvait pas tout faire à la fois. »

**(Propos recueillis par MICHELE BACKMANN).**

# A la règle à calcul

C'est tout d'abord affaire de couleurs : l'agent voit rouge, et l'automobiliste vert. De toute façon, l'agent a raison et l'automobiliste tort. S'il n'y avait que les feux ! Mais les stops se multiplient et les sens uniques vous donnent le tournis. L'automobiliste tourne au pas dans un maquis dense et confus et, s'il veut stationner — pourquoi pas ? — il n'a pour toute ressource que le parking et le stationnement payant. A Paris, le taux horaire de stationnement augmente pour dissuader la 4 CV et laisser la place à la Rolls.

Il arrive parfois que le conducteur le plus respectueux de tous ces traquenards placés sur son parcours se laisse prendre au piège. Alors commence son Odyssée. Trois mois après le délit, il est convoqué devant le tribunal. Je connais un de ces tribunaux, dans une grande cité de banlieue, abrité dans une mairie cossue. On tombe sur une série de vieilles portes et on découvre l'aspect crasseux de celle qui ouvre sur la salle d'audience. Déjà des coupables attendent dans le couloir. La concierge sort enfin : « Que faites-vous là ? Entrez dans la salle d'audience. » On entre. Tous ont été convoqués pour 9 h 30 et l'audience ne commencera qu'à 10 heures. On s'entasse et les derniers arrivés s'agglomèrent contre la porte. Ils n'auront pas à se lever quand l'huissier sentencieux et débonnaire annoncera : « Le Tribunal ! » et resteront debout toute la matinée. Ils seront bientôt plus d'une centaine.

## Mutisme payant

En attendant les juges, chacun bavarde avec son voisin et raconte sa mésaventure. Pendant ce temps, l'huissier furète parmi les formules de convocation et procède à un classement dont on se demande la portée. Mais on en a vite saisi le sens. Les premiers appelés sont ceux qui ont fait appel à un avocat. Ceux qui ont contesté l'objet de la contravention les suivront. Il faut libérer au plus tôt les gens de robe et les policiers qui ont dressé les contraventions contestées. Ils sont tous là, en rang d'oignons, sur l'avant-scène, tous en civil ou presque. Ils ne tentent pas de repérer dans la salle celui contre qui, trois mois avant, ils ont dressé, sur un carnet d'écolier, la plus savante ou la plus vicieuse des contraventions.

L'audience commence. De jeunes avocats s'évertuent à répéter ce que le contrevenant a déjà fait consigner au procès-verbal. Un ancien, un habitué, se contente d'attendre la sentence. Il conviendra tout bas que si elle est méritée, elle est cependant sévère. Le mutisme est payant : huit jours de moins de retrait du permis de conduire, mais plus forte amende.

Arrivent les contestataires. Ils murmurent quelques explications et les deux agents verbalisateurs se présentent à la barre. « Maintenez-vous l'infraction ? » demande le président. Tous deux, unanimement, confirment — sans avoir visiblement reconnu le fautif. Allez le reconnaître parmi tant d'autres ! Comment infirmer ce qu'ils ont réprimé 90 jours avant ? Il ne peut être question pour eux de se déjuger. Mais le tribunal perd son temps à ce semblant de confrontation. « Application de la loi », dit le procureur entre ses dents et par-delà sa fine moustache.

## Le tarif, sans complainte

Il est déjà 11 heures quand sont appelées les autres affaires. Ici, nouveau rituel. Le président se fait quelquefois espiègle, il plaisante. Il semble bien que tout soit réglé d'avance, même si le tribunal ne connaît pas le dossier. Cependant, le président n'ignore rien des détours et des embûches des routes et chemins de sa circonscription. « C'est vrai, dit-il à cette époque-là des travaux ont pu, à 2 heures du matin, masquer le signal stop. » Indulgent : quinze jours au lieu de trente !

On entend aussi le président, qui a lu les journaux, demander à un employé de la R.a.t.p. pourquoi lui, conducteur d'autobus, gagne moins qu'un conducteur du métro. Rapides explications de l'accusé et huit jours de suspension du permis, dont il a besoin pour son travail. Les peines les plus lourdes sont réservées à ceux qui ne roulent pas pour nous, mais pour le plaisir d'encombrer les routes. C'est un moyen auquel on ne pense pas dès l'abord pour désencombrer les chaussées : retirer un maximum de permis de conduire. D'autres y ont pensé. Dans quelque temps, prévient le président, les tarifs seront renforcés. Changement de barème pour une Justice distributive.

La porte de sortie est toujours bloquée. Les sanctionnés ne sortent pas côté jardin, mais côté bureaux du tribunal. C'est là où l'on peut apprécier la misère de notre Justice. Dans un vieux couloir triste et gris, quelques jeunes secrétaires, avec leurs robes bigarrées, jettent une note gaie dans un amoncellement de revues et de recueils entassés sur des tables crasseuses et des classeurs délabrés. Le condamné se prend dès lors à plaindre non le justiciable, mais le juge qui n'a pour tout horizon que cet édifiant spectacle d'une Justice délaissée et encombrée.

Devant cette désolation et dans cet engorgement, pourquoi convoquer les contrevenants ? Le tarif, rien que le tarif, sans comparution et sans commentaires. Mais alors, pas de complainte pour le juge ni relation de l'état d'âme du justiciable...

MICHEL SALLES

## Lip à l'heure de l'inquiétude

**Pilote de l'industrie horlogère en France, Lip est au bord du démantèlement. Et chez ses salariés grandit l'inquiétude — partagée par la municipalité et les organisations de gauche, qui les appuient — de voir effectuer, à l'instigation du groupe suisse qui contrôle Lip à 43 %, des licenciements massifs.**

**Voilà bientôt deux ans que la société Lip, dont le siège est à Besançon et qui emploie 1 300 personnes, connaît de graves difficultés. En Franche-Comté, où le rôle de la micro-mécanique est énorme, on se demande avec angoisse si, oui ou non, les pouvoirs publics vont se décider à intervenir.**

**« Aucune solution satisfaisante ne peut être recherchée dans un démantèlement de l'ensemble actuel, qui doit être maintenu, tout licenciement collectif devant se heurter au refus du personnel et ne pouvant donc déboucher sur une solution constructive. Il faut aussi se garder de toute solution conduisant à la perte de l'indépendance de Lip, qui serait réduit à une marque et à un canal de distribution sur le marché français de produits étrangers » : c'est le commentaire d'André Boulloche, député-maire socialiste de Montbéliard, qui — par une question d'actualité à Pierre Messmer — a suggéré lundi une intervention efficace de l'Institut de développement industriel (Idi).**

# Pompidou dans le piège

Ainsi, c'en est fait. Richard Nixon peut rencontrer Leonid Brejnev sans se préoccuper outre mesure des éventuelles inquiétudes européennes. Après la rencontre polie de Reykjavik, il sait que l'actuel gouvernement français n'est pas un obstacle.

Le piège était simple. Il a marché à merveille. Le président Pompidou ne s'est en effet pas transformé en porte-parole d'une Europe qui doit avoir son mot à dire dans une affaire qui, finalement, influera fortement sur son avenir. Cette carte, qu'on avait présentée depuis la rencontre des Açores comme l'atout majeur du président de la République française, n'a pas été jouée — ou n'a pas pu l'être. Dans la capitale islandaise, Georges Pompidou fut la France, et la France seule.

Cette semaine, les ministres des Affaires étrangères et de l'Agriculture des Neuf ont retrouvé les délices diurnes et nocturnes des discussions sans fin sur le devenir européen. Le président Nixon a sans doute dépassé le stade de l'intérêt pour ce genre de débat. Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne fédérale, ni maintenant la France ne mettront de l'ombre dans la lumineuse attente du leader soviétique. Et Nixon s'offre même le luxe d'avoir obtenu de tous ses alliés européens, France comprise, la demande de maintien des troupes américaines sur le Vieux Continent : on ne pouvait mieux reconnaître la force de l'atlantisme.

## Faute d'Europe

Cependant, le président américain ne négligera pas l'Europe. Parce qu'il en attend un concours financier qu'il entend fixer lui-même : telle est la signification de sa proposition d'une négociation globale, c'est-à-dire portant à la fois sur les questions militaire, économique et monétaire. Les Etats-Unis ont voulu montrer que la crise du dollar n'avait pour eux rien de catastrophique, en conduisant progressivement le monde à concevoir une sorte de dévaluation permanente de la monnaie utilisée pour les comptes internationaux. Le premier résultat est que leur balance des comptes a été, en avril, pour la première fois depuis bien longtemps excédentaire. Le second est que les autres pays ont d'eux-mêmes, sans que Washington y soit pour quelque chose, régularisé la valeur du dollar, de peur de voir se rétrécir comme une peau de chagrin leurs réserves de change. Le gouvernement japonais, après les gouvernements européens, s'est résigné à restreindre le crédit, mais avec une grande prudence, de peur de voir se gonfler, à la suite d'une diminution des importations, le matelas de dollars qu'il a en réserve. Quant aux Etats arabes fournisseurs de pétrole, ils ont spontanément arrêté leurs opérations spéculatives, espérant un redressement rapide du dollar et une stabilisation de sa valeur par rapport à l'or.

Ayant fait la démonstration que la crise du dollar gênait plus ses partenaires que lui-même, y ajoutant une autre démonstration fournie par Leonid Brejnev et selon laquelle l'U.r.s.s. ne fait pas la fine bouche sur les capitaux américains et se soucie fort peu des tribulations du dollar, le président Nixon ne peut ignorer qu'il lui faut passer à une autre étape de son action, s'il veut consolider les résultats déjà obtenus. A court terme, en effet, la crise reprendrait son cours. Si les Etats-Unis peuvent supporter un dollar flottant sur les marchés mondiaux, ils sont cependant tenus à deux précautions : ne pas détruire leurs investissements et leurs filiales à l'étranger en détruisant les monnaies des pays où ils investissent ; ne pas donner à l'opinion nationale une image complètement détériorée de leur propre monnaie.

CLAUDE FUZIER

## Grèce : La grosse ficelle de la Junte

**Pour la troisième fois, la Grèce est en République. On sait en effet qu'à la suite de la mutinerie du contre-torpilleur Velos, le président du régime des colonels, Georges Papadopoulos, a proclamé la déchéance du roi Constantin et de la monarchie. Le peuple grec est resté indifférent devant ce qui est pour lui une grossière manœuvre de diversion.**

**Car la question de fond est celle de la disparition de la dictature. L'opposition démocratique n'a jamais fait, depuis 1967, dans sa très grande majorité, du problème monarchie-République une préoccupation, bien que le roi ait porté dans le succès du coup d'Etat une indéniable responsabilité. Mais elle a estimé qu'il y avait mieux à faire qu'à diviser le peuple sur une affaire devenue secondaire dès que la Grèce eut perdu la liberté.**

**Il apparaît de plus en plus nettement, en revanche, que la décision de la Junte a été prise parce qu'elle se débat au milieu de difficultés de plus en plus grandes. Sinon, comment expliquer qu'un « complot d'opérette » ait conduit à un changement de régime ? En fait, la mutinerie des marins du Velos, et notamment des officiers, est un signe inquiétant pour les colonels.**



Georges Papadopoulos.

**D'abord parce que l'armée est moins unie que le prétendent les dirigeants d'Athènes. Depuis 1967, plus de 4 000 officiers des trois armes ont été limogés sous des prétextes divers. Depuis le « complot », une centaine d'officiers d'active ont été arrêtés et la police militaire surveille attentivement les unités de la Marine et les bases aériennes. Dans l'armée de Terre, toutes les troupes, notamment celles stationnées dans le nord du pays, ne sont pas d'une fidélité certaine — puisque récemment encore des soulèvements auraient eu lieu dans certains régiments de blindés dirigés par de jeunes officiers déçus par l'immobilisme et la corruption du régime.**

**D'autre part, l'appel du commandant du Velos, Nicolas Pappas, a une portée internationale douloureuse pour la Junte, qui bénéficie toujours de la complaisance américaine. L'officier mutin a, en effet, mis l'accent sur la contradiction entre la nature du régime et son appartenance au « monde libre ». Dans quinze jours, les ministres de l'Otan se réuniront à Copenhague. On voit mal comment ils pourraient ignorer ce nouvel affaiblissement d'un maillon jugé jusqu'ici par les « réalistes » comme des plus solides.**

# A TOMBEAU OUVERT

La fourchette peut se calculer facilement. On tournera entre 175 et 195. Si l'année est bonne, très bonne — presque le miracle — ce sera en-dessous de 175. Aux alentours de 185 : normal, rien à dire. Au-dessus de 195 : inquiétant.

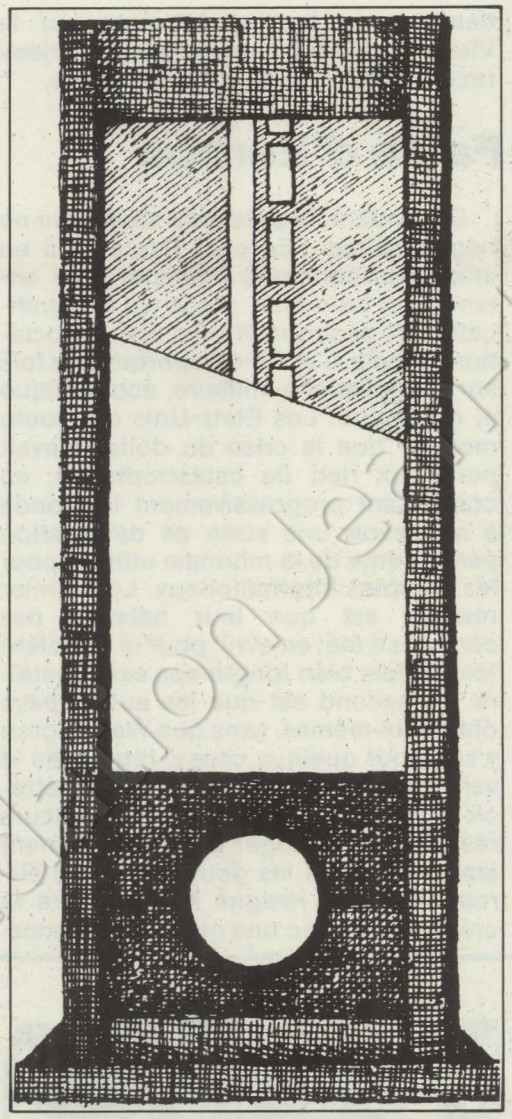
C'est de morts qu'il s'agit. De ceux qui, pour ce week-end de Pentecôte, prendront la route, mais ne rentreront pas. En 1971, il n'y avait eu « que » 153 morts. Et 178 en 1972, soit une augmentation de 16,33 %. Sans qu'il y ait eu une augmentation correspondante des accidents : + 0,48 %.

D'année en année — tous les chiffres concordent — les accidents deviennent plus meurtriers. La France, devenue chaque week-end terre de l'absurde, contemple, fascinée, ses cadavres. Chaque week-end le total des morts sur la routes équivaut à dix catastrophes comme celle de Goussainville. Et cela alimente simplement les discussions. Sans plus. Sans qu'il y ait de colère, de pétitions, de manifestations. Non seulement, on vous a obligé à rouler en voiture, à aimer cela, à supporter les embouteillages, mais, à l'heure du bilan, on vous parle de la rançon du progrès.

Il faut pourtant regarder les chiffres et les faits. Quinze millions de voitures circulent en France. Certaines seulement en semaine, d'autres seulement le dimanche. La vie quotidienne dans les villes, la médiocrité des transports en commun, leur prix, le goût de la possession font que chaque week-end des millions d'automobilistes se retrouvent derrière un volant. Conduisant avec leurs mains et leurs pieds, leurs tripes, leurs fantasmes et leurs refoulements plutôt qu'avec leur raison, ils transforment les 800 kg de leur voiture en obus qu'ils dirigent plus ou moins vite et plus ou moins bien. Le résultat est connu. Ses conséquences, un peu moins. Interrogé par la commission sénatoriale des Affaires économiques, Christian Gérondeau, délégué général à la Sécurité routière, a révélé que « l'incidence financière des accidents de la route représente 20 milliards de francs, soit 2 % du produit national brut ». Car les accidents, au même titre que la construction automobile, deviennent une industrie : 250 000 personnes travaillent à réparer les dommages causés par l'automobile.

## Un ministre en guerre

Les comptes sont simples : la voiture a rapporté 21 milliards à l'Etat, dont 17



en taxes perçues sur les carburants. Les accidents ont coûté 20 milliards, sans tenir compte des souffrances, des larmes et des deuils. Mais les bénéfices des constructeurs et des pétroliers n'entrent pas dans ces calculs. Et il n'est pas question de les contraindre à quoi que ce soit ; surtout pas à se remettre en question. Jean Charbonnel, ministre du Développement industriel et scientifique, l'a confirmé le 28 mai. Partant en guerre contre un article de Philippe Saint-Marc qui avait osé traiter l'automobile de « Moloch des temps modernes », le ministre a répliqué : « Les industriels, les ouvriers, les cadres de l'industrie automobile doivent savoir qu'ils seront défendus. » Pour ce qui est des industriels, personne n'en doute ! Ce qui leur permettra de mettre en vente des modèles qui durent de moins en moins de temps — il faut bien que la marchandise s'use — et qui roulent de plus en plus vite tout en étant de moins en moins solides. Quant aux ouvriers, ils pourront s'acheter une voiture d'occasion — ce qui est le cas pour trois sur quatre — c'est-à-dire une voiture encore moins sûre.

Face à l'hémorragie, l'Etat est obligé de prendre des mesures : en 1972, on a aménagé plus de 400 « points noirs ». On a modulé la vitesse, ouvert des tronçons d'autoroutes, accru la présence des gendarmes et des C.r.s. le long des routes. Rien n'y a fait.

Le 15 juin, un conseil interministériel doit prendre de nouvelles mesures. Sauf imprévu, elles porteront sur :

— la ceinture de sécurité, dont le port pourrait être rendu obligatoire ;

— la limitation de vitesse, qui serait modulée ;

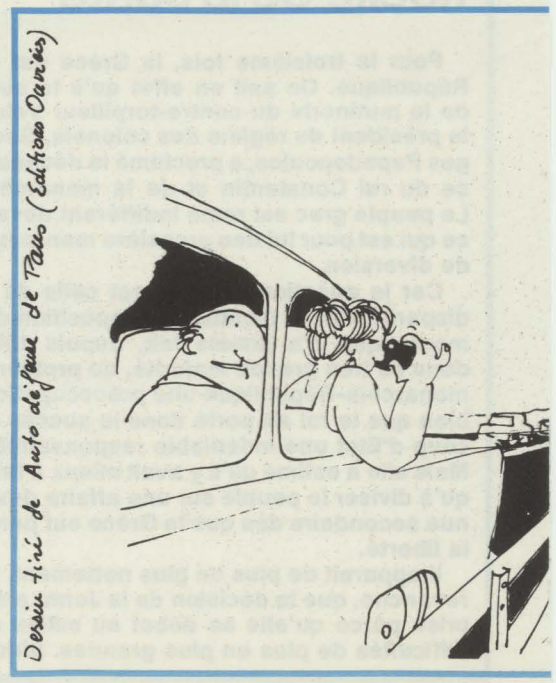
— une répression accrue contre l'alcoolémie au volant ;

— une répression plus forte des « fautes graves ».

Chacune de ces mesures peut limiter la croissance du nombre de morts ou de blessés graves. Prises en même temps, elles permettraient — a dit Gérondeau — « seulement d'espérer une stabilisation des chiffres et un renversement de la tendance ». Mais « seulement »...

## Débat escamoté

Pourtant, il n'est pas sûr que de telles mesures soient prises. Si 79 % des Français sont désormais favorables à la limi-






tation de vitesse, certains y sont franchement opposés : ceux qui possèdent les voitures les plus puissantes — et qui, selon la gendarmerie, dépassent le plus souvent les vitesses autorisées — et les responsables de journaux spécialisés. Gilles Guerithault, directeur de la rédaction de « l'Auto-journal », a signé le 15 mai un éditorial intitulé « La bonne conscience des incapables ». Si vous pensez que la limitation de vitesse est souhaitable, vous devez, selon ce spécialiste, être hystérique, ou ignorant, ou infantile, ou mieux analphabète, à moins que vous ne soyez un « individu dont l'équilibre mental ou l'information présentent des lacunes inquiétantes ». Le moins que l'on puisse dire est que les bases du débat ne sont pas particulièrement saines...

Et il ne s'agit là que de détails. Le vrai débat, toujours escamoté, est ailleurs : faut-il continuer à privilégier les transports individuels au détriment des transports collectifs ? Faut-il, dès lors que le transport individuel est une réalité, fabriquer des voitures dont — dans les conditions d'utilisation normale — peu de conducteurs pourront rester maîtres ?

Autrement dit, ne faudrait-il pas repenser le rapport collectif-individuel et, une fois ce rapport inversé, construire des véhicules individuels d'appoint dont la puissance et la vitesse ne seraient pas les caractéristiques premières : une voiture dont la vitesse maximum pourrait être adaptée aux réflexes moyens de l'homme ?

C'est d'évidence, une utopie. Aujourd'hui, la voiture est plus qu'un moyen de transport. Elle est, pour la majorité des conducteurs, un moyen de « se réaliser ». Dans une France où l'alcool est une drogue légale, où l'apprentissage de la conduite est absurde, où le coût des transports publics est trop élevé, où — enfin et surtout — la loi du profit reste reine, on continuera à construire des voitures pouvant monter à 140 ou 180 km/h, c'est-à-dire des voitures circulant à 120 ou 130 km à l'heure. Et à la moindre faute, la moindre hésitation...

En attendant, il restera les obligations et les sanctions : la limitation de vitesse, la ceinture de sécurité, peut-être le contrôle des voitures ; aux Etats-Unis, où ces mesures sont appliquées — la vitesse est limitée à 95 km/h, notamment — les routes sont plus sûres. Et, dans un genre plus « féroce » : amendes, retraits de permis, peines de prison. Le gouvernement ne choisira jamais « l'utopie ». Mais il faudrait alors qu'il se décide — vite — à être dans ce domaine ce qu'il est ailleurs. Répressif.

GUY PERRIMOND




## Paris : La quête à l'entrée

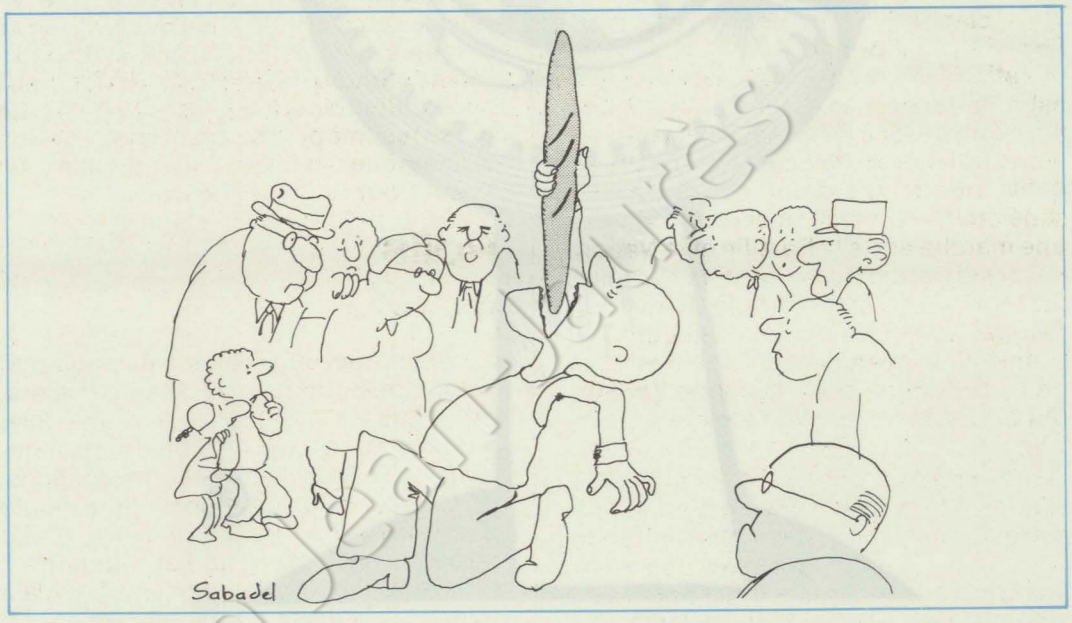
**Olivier Guichard module ses cadeaux : pas d'augmentation du péage des autoroutes avant les vacances. C'est gentil, Monsieur le ministre. Mais comme on ne peut pas être bon tout le temps et avec tout le monde, Guichard a annoncé qu'il avait mis à l'étude l'application du péage urbain aux futures autoroutes radiales de la région parisienne. Et, pour faire bonne mesure, qu'il était favorable au projet de doubler par un superpériphérique — à péage, évidemment — une partie du périphérique parisien.**

**Ce qu'il y a d'admirable, c'est la logique du ministre. Chacun sait que les transports interbanlieue sont, dans la région parisienne, inexistants. Résultat : les gens prennent leur voiture. Les routes ou autoroutes existantes les « portent » vers Paris. Trop nombreux, ils embouteillent. Alors, on les fera payer. Pour entrer dans Paris et pour tourner autour. Et ce n'est qu'un début. Alors qu'en 1970 le comité consultatif économique et social du District avait estimé qu'il incombait à l'Etat de prendre en charge les autoroutes urbaines, on passe outre. C'est que les chiffres font rêver. Un service du ministère de l'Equipement a calculé que la généralisation du péage sur toutes les autoroutes « produirait » — en 1980 — des recettes brutes annuelles de l'ordre de 424 millions de francs. Contre 202 millions si le péage n'était appliqué qu'aux autoroutes nouvelles.**

**Moralité : le ministre fait construire des autoroutes dont le but est d'amener des voitures dans Paris. Il fait payer les automobilistes « piégés »... pour construire d'autres autoroutes. Qui seront elles aussi payantes...**

**A croire que le ministre de l'Equipement n'a aucune idée des problèmes qui se posent aux banlieusards ou aux Parisiens. A moins que...**

# « Y a plus de bon pain »




Aujourd'hui, la pâte est triste. Et le pain, s'il n'est pas mauvais, est rarement bon. « Pourtant, la pâte, elle vit. Elle se raidit sous les doigts. On la sent, un peu aigre. On peut même savoir le temps qu'il fera le lendemain : elle réagit à l'humidité, aux températures. Il faut alors la travailler différemment. Vous savez, la boulangerie c'est une science ». C'est un vieux boulanger qui parle. Un de ces amoureux nostalgiques comme il n'y en a plus beaucoup. Et sa science se perd, remplacée par la technique. Du sac au four, des machines, des cadences, puis un coup de chaleur. Pour donner au pain sa couleur. Pour flatter l'œil du consommateur qui, pourtant, se lamentera au petit matin devant une baguette ou trop sèche ou trop molle.

Le « bon pain » d'autrefois était plus gros, plus gris, sa mie serrée cuite jusqu'au cœur. Sa croûte plus épaisse, plus brune que dorée, le rendait rustre. Du pain de pauvres qui nourrissait. Faire le pain c'était presque donner la vie ; manger du pain, c'était se nourrir de la terre.

D'aliment de base, le pain est devenu aliment de complément. On lui reproche aujourd'hui ses vertus : le Français le boude au nom de la diététique. Il n'en consomme plus que 68 kilos par an ; sous Napoléon : 365. S'en passer est signe de richesse : 42 kilos pour les professions libérales ; 70 kilos chez l'ouvrier ; l'agriculteur restant en tête du peloton avec une consommation de 103 kilos par an.

Des 90 % de consommateurs satisfaits du pain blanc d'après-guerre, il en est 50 % à ne plus l'être. D'où la vogue du pain « de campagne ». Appellation scandaleuse, escroquerie ? Au siècle de la machine, la miche artisanale n'est qu'un leurre : le plus souvent — pour ne pas dire toujours — la pâte est la même que celle du pain fantaisie. Le boulanger le sait bien. Mais il fera — pour son profit — une fournée « réservée ». Qu'il vendra saupoudrée de farine et enveloppée de papier de soie, à un prix délivré de la taxe. Les plus difficiles passeront au pain « de luxe ». Plus cher, mais meilleur.

Poilane, un des plus célèbres boulangers de Paris, fait encore son pain comme on le lui avait appris en 1924. Et de son pain, il en vit. Bien. Sans vendre en plus des biscottes ou de la pâtisserie. Sa science, il l'a transmise à ses fils. « Le Français se prive du bon pain. Celui qui a de la personnalité, de la couleur, qui est beau et bon. La dégradation de la boulangerie vient de la dégradation des matières premières. Le boulanger, c'est comme le fromager, il travaille avec la farine ou le lait. Est-ce que vous faites du bon fromage avec du lait homogénéisé ? Le pain, c'est pareil. La mouture du blé doit garder ses propriétés ». A la décharge du boulanger d'être seulement un maillon de la chaîne. S'il est soumis à la loi du profit, l'agriculteur l'est aussi ; le rendement de blé à l'hectare prime sur sa valeur boulangère. Puis les minotiers ont acquis l'art de le transformer. L'écorce aux propriétés les plus riches est séparée de la cellule intérieure. Le son, dit-on, transporte les pesticides, mais grâce à cette séparation le grain de blé sera vendu trois fois : l'intérieur, en farine ; le son, pour les animaux ; le germe de blé, en pharmacie.

Au temps où les moulins étaient à vent, des meules de pierre broyaient le blé. Aujourd'hui, on utilise des cylindres métalliques. La farine ainsi recueillie est bien blanche, forte en amidon, séparée de sa cornée grise et des extraits diastasiques du son qui permettaient une meilleure fermentation naturelle. Et pour transformer cette farine, l'industrie a mis au point des techniques. Rapides, pour éviter les coûts de main-d'œuvre, accroître les rendements. La fermentation naturelle est abandonnée : trop lente. En 20 minutes de pétrissage, la pâte doit être prête. Restera à lui donner le dernier coup fatal : le coup de chaleur. Le plus souvent, le boulanger « conquis » par la technique a sacrifié son four à bois. Pour un four à mazout et à thermostat, qu'il peut faire monter à son gré.

Du blé de la terre au pain qui sort du four, tous les stades de fabrication ont été violés. Impuissant, l'artisan ne peut lutter contre l'industrialisation. Mais cela n'a pas suffi : demain, le pain sera industriel. Fabriqué à la chaîne par les O.s. de la boulange. Et, en attendant des jours plus tristes, le boulanger ferme boutique : près de la moitié des boulangeries parisiennes sont à vendre. La pénurie de main-d'œuvre fait passer à l'ouvrier de 48 à 80 heures par semaine dans le fournil de son patron ; pas de dimanche, pas plus de jours de fête.

Ceux qui veulent se battre défendent la qualité. Sont à la recherche d'une « méthode améliorée » : compromis levain-levure ; pétrissage plus doux ; fermentation accrue après la mise en forme. Pour faire des pains plus minces, mieux cuits, et leur rendre meilleur goût.

En 1900, on combattait les conditions d'hygiène désastreuse et l'on s'extasiait devant l'usine modèle de panification de La Villette. 73 ans plus tard, on proteste. On veut du pain artisanal, mais on achète quand même du pain en tranches dans un super-marché... Faut-il voir là un signe de fatigue de notre société ? A moins que chaque matin, lorsque le Français lance « Ce pain, ce n'est plus possible ! » et qu'il rêve à la miche du passé, ce pain-là lui fasse penser à vivre autrement. Avec, en plus, des jeux. Ou des roses.

JOSETTE BARBIER

# Tant pis pour Druon

La France sera-t-elle bientôt déclarée « zone sinistrée de la création » ? Si l'on s'en tient aux déclarations et actes ministériels, le risque est grand d'en arriver rapidement à une telle catastrophe. Pour sensibiliser l'opinion publique et prévenir Maurice Druon qu'ils ne se laisseront pas asphyxier sans crier, les intellectuels ont organisé une marche entre la Bastille et la Nation, le 13 mai dernier *(voir « l'Unité », n° 65)*. En tête du cortège, les initiateurs de la manifestation : Ariane Mnouchkine, Jean-Pierre Vincent et les responsables de l'Association pour le Jeune Théâtre (A.j.t., Théâtre des Deux-Portes, Paris 20e).

Dès mardi prochain et jusqu'au 18 juin, l'A.j.t. récidive. En entamant une autre forme d'action : « Six jours de lutte pour la liberté d'expression », au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers ; six journées de « grève active » au cours desquelles les jeunes troupes présenteront leur travail, gratuitement, sans être rétribuées. Aux assertions de Druon, pour qui il vaut mieux se tourner vers le passé que de s'aventurer avec des agents de la subversion, l'A.j.t. entend répondre clairement : « Artistiquement parlant, le jeune théâtre existe ; en quelques spectacles, nous allons le prouver ; par ailleurs nos productions ne sont pas des cocktails Molotov ; enfin, foin de sébile, si nous faisons nos preuves, si nous sommes donc partie intégrante du patrimoine culturel, pourquoi ne pas nous subventionner comme les autres ? » Ce qui se résume par ce slogan choc : « Non à l'aumône ; non à la marginalité ; un statut pour le jeune théâtre. »

## Rolls et vélo

L'A.j.t. regroupe plus de cinquante compagnies théâtrales. A Aubervilliers, dix d'entre elles, à titre d'exemple, montreront la qualité de leurs productions. Au sortir de ces représentations, chacun pourra reprendre la formule d'un journaliste de « Combat » : « Le jeune théâtre existe, je l'ai rencontré » et devra ajouter lucidement : « Mais pour combien de temps encore » ? Là est, en effet, le véritable problème. Et le député socialiste Georges Carpentier l'a clairement dit en apostrophant le ministre des Affaires culturelles sur « la crise grave que traverse le théâtre en France, crise qui va sans cesse en s'aggravant ». La question orale demandait en outre à Druon « quelles mesures il compte prendre pour redonner, dans notre pays et à l'étranger, la place que notre théâtre doit occuper sur le plan de la diffusion de la culture ».

On pourrait aider Druon en lui soufflant les solutions : reconnaître statutairement l'existence du jeune théâtre et lui donner des salles et des subventions suffisantes lui permettant de vivre et de se développer ; ce faisant, on assurerait réellement l'avenir du théâtre en France, on permettrait l'enracinement définitif des successeurs de Vilar, de Planchon et de Serreau.

Monsieur Druon roule en Rolls-Royce. Est-il normal que des dizaines de jeunes artistes en soient réduits à vendre leur bicyclette pour monter une pièce de théâtre ? Est-il normal qu'à chaque pas en avant — artistique et financier — qu'ils font, ils se sentent menacés par l'ombre d'un corbillard ? Le jeune théâtre ne veut pas qu'on l'enterre avant que d'avoir vécu. Si Druon est fossoyeur par choix politique, l'A.j.t. veut montrer, en six jours, qu'il est possible de construire une barricade — toute pacifique — pour empêcher la progression du corbillard ministériel.

JEAN MONTAGNARD

Passez
les Fêtes
de Pentecôte

9-10 et 11 juin
à Vallon Pont-d'Arc

**Aux journées Socialistes organisées par la Fédération Socialiste de l'Ardèche, avec la participation de nombreux Camarades Parlementaires.**

**Sous Chapiteaux Géants**

**— Chants Tziganes Russes avec Azios-Manoff et ses Camarades**

**— Les Balladins du Vivarais**

**— Récital de Julien Clerc**

**Allocutions dimanche et lundi de : Maurice Seveno et de Jean-Pierre Cot**
**Spectacle présenté par Jean Bardin.**

*Un grand document qui ouvre un débat sans haine sur des thèmes qui passent pour être tabous et dont il est temps de parler au grand jour.*

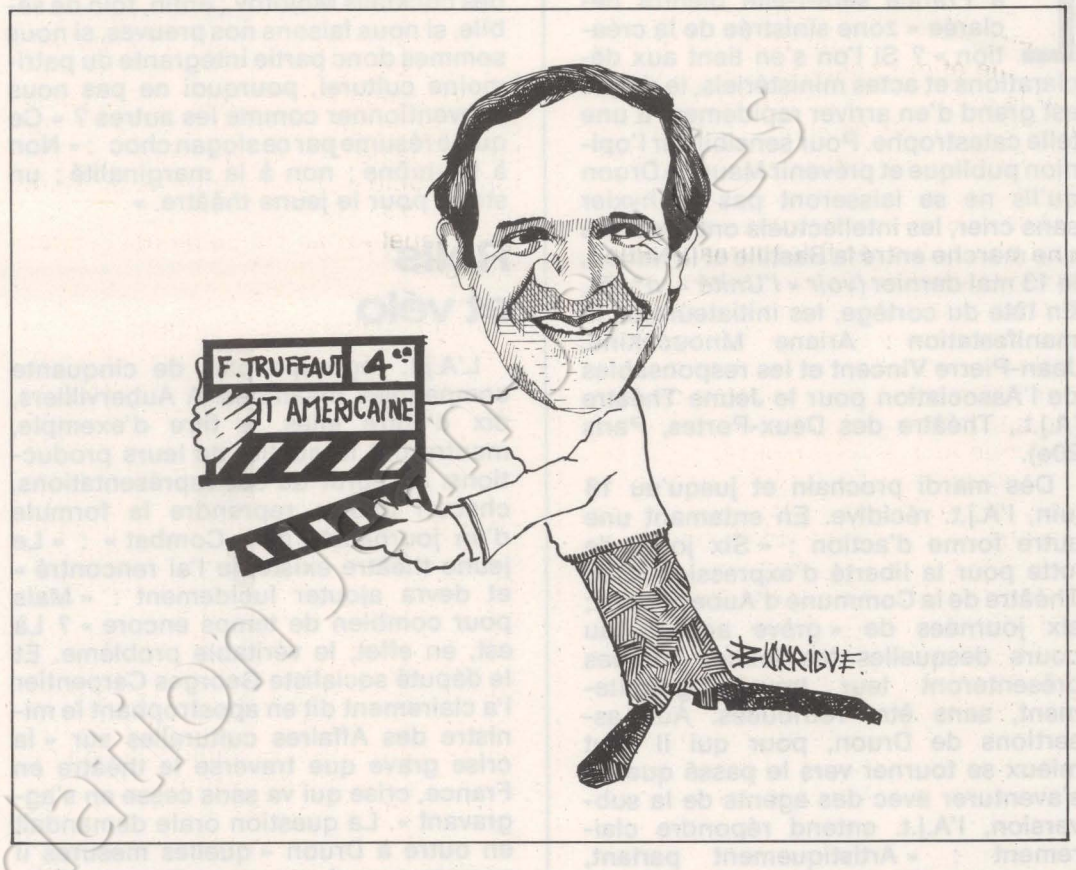
*Jacques Doyon*

LES SOLDATS BLANCS DE HÔ CHI MINH

LES TRANSFUGES ANTIFASCISTES ET LES COMMUNISTES FRANÇAIS DANS LE CAMP DU VIET-MINH.

*Fayard*

# Vivre son rêve ou rêver sa vie




Lorsque les parlottes se tarissent dans les dîners en ville ou lorsqu'un chroniqueur de la grande presse tombe en panne d'inspiration, reste l'ultime ressource : clabauder à propos de « La grande bouffe ». Non pour en parler comme d'une œuvre, bonne ou mauvaise, ni pour en relever les défauts — réels — mais pour druoniser sur l'air connu de la dégradation morale. En ne retenant évidemment de « La grande bouffe » — le procédé avait déjà servi pour « Le dernier tango » — que l'anecdotique, l'apparence ; et en feignant de ne pas voir le véritable propos *(voir le n° 67 de « l'Unité »)* d'une œuvre dont il faut redire combien sont remarquables sa puissance et son inspiration. Tout le reste est littérature pour les Cau.

Ce qui semble chagriner les porte-voix et les porte-plume de la majorité silencieuse, c'est que le cinéma vienne d'atteindre la sienne, de majorité. C'est-à-dire qu'il aborde désormais tous les thèmes et qu'il les traite avec la franchise, éventuellement la violence ou le « mauvais goût » délibéré, que l'on n'a, mon Dieu, jamais refusés à la littérature, au long des siècles — les mêmes que scandalise Ferreri ont sans doute Bataille, Céline et Miller dans leur bibliothèque.

## La Révolution au plus loin

Bien sûr, le mérite, revient à d'autres cinéastes que les nôtres d'avoir fait qu'un cinéma aujourd'hui adulte s'adresse à des spectateurs adultes. Mais l'important est que les films français, dorénavant, comptent dans cette évolution. Et accessoirement, que la Commission de sélection française ait eu le rare courage d'envoyer à la foire de Cannes, avec « La grande bouffe », une œuvre guère moins dérangeante : « La maman et la putain » *(voir le n° 66 de « l'Unité »)*, qui n'est ni un nouveau cinéma ni de l'anti-cinéma, mais marque la naissance de « l'a-cinéma », comme il existe déjà « l'a-littérature ».

Les carcans ainsi disparus — plus de sujets tabous, ni de façon défendue de les traiter, ni d'interdits techniques, ni de longueur imposée — il ne reste finalement qu'une règle d'or pour le réalisateur de cinéma : avoir quelque chose à dire qui lui tient à cœur et le dire avec talent. Sans que, pour autant, il soit forcément nécessaire d'élever la voix ; la preuve : dans une production française actuellement fort supérieure à ce qu'on veut bien dire, les deux meilleurs films sortis ces dernières semaines — « Valparaiso, Valparaiso ! » et « La nuit américaine » — sont des comédies. Au premier abord, tout au moins.

De fait, « Valparaiso, Valparaiso ! », premier long métrage de Pascal Aubier enfin diffusé — il a attendu 3 ans — amuse prodigieusement. Balthazar Lamarck-Caulaincourt, intellectuel de gauche pour salons littéraires, décide de passer à l'acte révolutionnaire ; à condition que ce soit le plus loin possible — « c'est-à-dire le plus tard possible », explique Aubier — puisque la Révolution n'est jamais si belle que lorsqu'elle se prépare aux antipodes... Voilà donc notre écrivain lancé dans un monde fou, fou, fou de conspirateurs transylvaniens et de complotages héroïcomiques style Pierre Prévert, dont on voit vite qu'ils relèvent de l'escroquerie à la politique. Car, au rendez-vous final sur le port, il n'y a jamais de bateau en partance pour quelque Valparaiso idéal, mais de ces prosaïques grévistes qui n'intéressent pas les Lamarck-Caulaincourt...

Il pouvait y avoir beaucoup à redouter, dans la méchanceté et l'insistance complaisante, d'une charge visant le gauchisme réalisée par un auteur militant du P.c.f. Tout au contraire, son film a des ailes. Et ce qu'il raille, c'est beaucoup moins un courant politique qu'un comportement sentimental : celui de l'intellectuel bourgeois saisi par l'activisme brouillon et pour qui la Révolution est d'ordre exclusivement romantique — « exclusivement », car Aubier précise qu'à condition de ne pas se ramener à cela, l'action politique doit savoir parfois être romantique. Au-delà des analogies immédiates, « Valparaiso, Valparaiso ! » s'en prend plus généralement à toute attitude émotionnelle, individuelle et « impatiente » que ne sous-tend aucune analyse politique réelle — ce dont « les gauchistes » n'ont pas forcément le monopole...

## Un alleluïa

Dans ce film qui, avec la complicité d'Alain Cuny, de Bernadette Lafont et de Lazlo Szabo, multiplie les coups de chapeau à Sternberg, à Vigo et à quelques autres, Aubier murmure à chaque instant sa passion du cinéma. Ce murmure devient un alleluïa, un hymne d'amour, dans « La nuit américaine » de François Truffaut. Histoire d'un « film

dans le film », d'un tournage dirigé par un metteur en scène qu'incarne Truffaut lui-même et qui nous restitue, presque pour la première fois — après « Quinze jours ailleurs » de Minnelli — cette alchimie merveilleuse qui s'appelle le cinéma.

Mais « La nuit américaine » est infiniment plus qu'un récit de tournage. Pendant la réalisation du film, à notre collaborateur Maurice Séveno — qui tient avec verve dans « La nuit américaine » le rôle du journaliste — Truffaut précisait pour « l'Unité » : « Je me méfie du mot « documentaire », parce que j'aime beaucoup le cinéma de narration, le cinéma qui invente. C'est plutôt une chronique, depuis le premier jour où l'équipe s'assemble et commence à travailler, jusqu'à la fin du tournage, lorsque l'équipe se disloque. S'il y a deux films — la chronique et le « film dans le film » — j'ai voulu éviter le « pirandellisme », c'est-à-dire l'analogie des situations ; c'est, simplement, toujours un peu décalé... Et ce sont les relations entre les membres de l'équipe, comédiens ou techniciens, auxquelles je me suis surtout attaché. »

« La nuit américaine » raconte surtout une double histoire d'amour. Celle de la passion d'un homme pour « l'équipe », pour les hommes et les femmes qui, de l'accessoiriste à la star, font que l'œuvre existera — même si cela nécessite des trésors de compréhension envers ces pur-sang capricieux que sont les acteurs ; celle aussi du coup de foudre de quelqu'un pour qui « le cinéma est plus important que la vie », pour son métier, pour son art — même quand les aléas de tournage font que le métier contrarie l'art. Au bout du compte, pour le spectateur, deux heures de plaisir ininterrompu.

En apparence, il n'y a aucune ressemblance entre le protagoniste de « La nuit américaine » et celui de « Valparaiso, Valparaiso ! », entre celui qui vit son rêve et celui qui rêve sa vie. Entre les deux films existe pourtant une analogie essentielle : l'intensité avec laquelle leurs créateurs les ont portés. Aucun film n'est jamais si drôle pour le spectateur que celui où l'auteur, comme Aubier, s'est visiblement amusé ; aucun film ne le réjouit autant que celui où l'auteur, comme Truffaut, a mis tant de joie amoureuse.

SERGE RICHARD

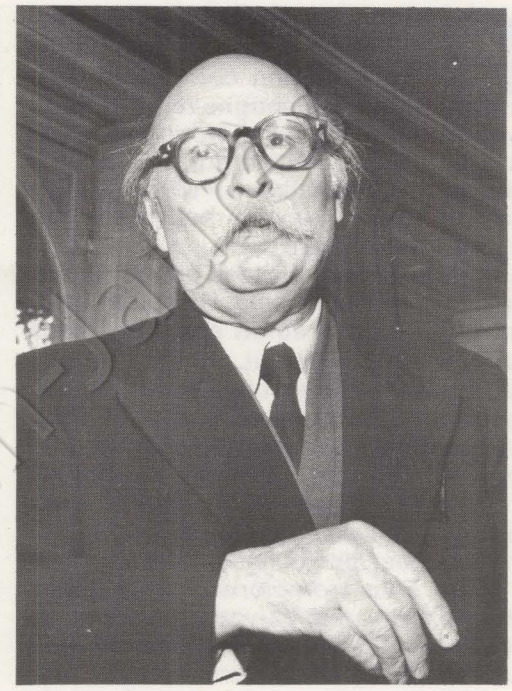
# Un savant ? d'abord un homme

Pour une fois que l'O.r.t.f. fait preuve de courage intellectuel, autant le reconnaître et lui rendre hommage. Programmer, six samedis de suite, et qui plus est à 20 h 30, sur la 1re chaîne — donc à l'heure de plus forte écoute — l'émission « Le solitaire de Ville-d'Avray », c'est prendre un risque auquel Arthur Conte ne nous a pas habitués.

Une demi-heure où un homme, Jean Rostand, dialogue tout simplement devant une caméra avec Hubert Knapp. Jean Rostand parle de sa vie dans le grand jardin de sa maison de Ville-d'Avray. De temps en temps, la caméra s'arrête sur une touffe d'herbe, sur l'embrasure d'une fenêtre, sur l'humus du jardin. Depuis 50 ans, Jean Rostand a choisi de vivre ici. Et il ne quitte pas son jardin : « Je ne connais rien et je n'ai envie de rien connaître. »

Mais derrière l'humeur d'une formule, il y a un homme. Un chercheur qui, rejeté par la science officielle et ses mandarins racornis, a choisi de mener seul ses travaux scientifiques. Un biologiste qui regarde ses grenouilles avec le même soin, la même attention que son jardin. Et puis un homme qui s'avoue révolté par les injustices sociales, qui n'a jamais supporté ce mépris bourgeois pour les exploités. A la fin de la 2e émission, Jean Rostand précise qu'il est favorable à l'avortement. Et ce n'est pas par hasard que, une fois de plus, le biologiste rejoint ici le moraliste.

Cette émission est produite par le Service de la recherche. Cette sorte de laboratoire dirigé par Pierre Schaeffer sort



Jean Rostand.

enfin de la clandestinité où une programmation tardive l'a longtemps confiné. En six émissions, nous avons vu le portrait d'un homme tracé par une télévision vivante, délicate, subtile, intelligente et perpétuellement à la recherche d'une vérité fragile.

Et si cette émission nous intéresse, c'est parce qu'une caméra filme sans complaisance Jean Rostand. Avec cette attention à l'être, cette intelligence de l'homme dont Jean Rostand a fait le principe d'une vie — la sienne.

N.B.

## Télé-sélection

**VENDREDI 8 JUIN**

Les films de Cannes à Pour le cinéma : Jean Eustache, Jerry Schatzberg, François Truffaut, Joseph Losey, Ingmar Bergman... (22 h 25, ch. 1).

**SAMEDI 9**

Troisième entretien avec Jean Rostand : des étangs aux bocaux de son bureau-laboratoire, des tétards monstrueux. Une passion aussi pour les découvertes simples et extraordinaires que l'on peut expliquer à tous (20 h 35, ch. 1).

**DIMANCHE 10**

Au Mans : la 24e heure (15 h 15, ch. 2).

« La cabine », un film de la Télévision espagnole, prix de la critique au festival de Monte-Carlo : un homme prisonnier dans une cabine téléphonique... (20 h 30, ch. 3).

Du surréalisme au groupe Octobre, du cinéma à la Série noire : Marcel Duhamel raconte sa vie (20 h 35, ch. 2).

Dans la série Un certain regard : « Dat Nuoc » (Terre et eau), 1re partie : naissance d'une patrie, racontée par Nguyen Khac Vien (22 h 15, ch. 1).

Un western-parabole de John Ford, « Le fils du désert » (22 h 40, ch. 2).

**MARDI 12**

« Du côté de chez les Maeght » d'Eliane Victor et Jean-Michel Meurice (2) : Chagall, Braque, Reverdy (21 h 25, ch. 3).

**JEUDI 14**

A propos de « Life » : « Vie et mort d'un journal » (20 h 30, ch. 3).

« Du côté des enfants », d'Eliane Victor, Jean-Pierre Gallo et Maurice Failevic. Anne-Marie et Brigitte, 12 et 13 ans, n'ont pas la possibilité de poursuivre leurs études dans leur petit village ; elles sont devenues internes (21 h 55, ch. 1).

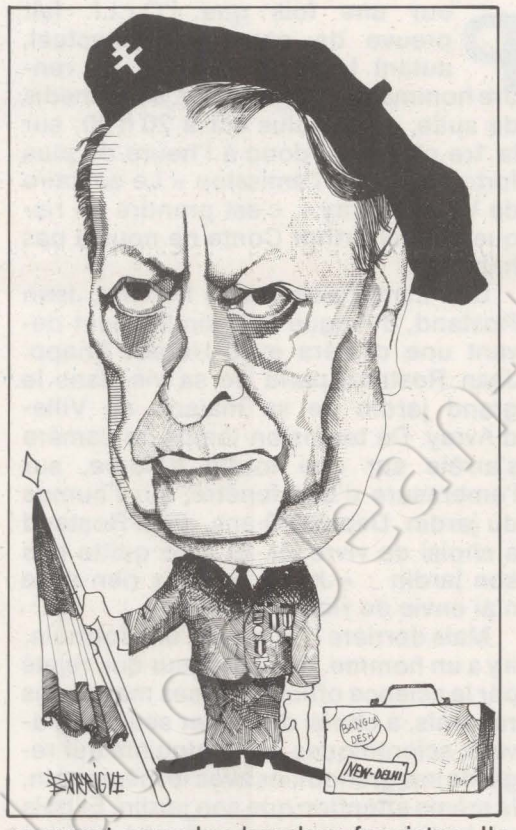
# Au rendez-vous manqué de l'Histoire

Parce qu'un jour André Malraux prit un stylo pour nous parler de la révolution chinoise ou des combattants de l'Espagne républicaine, nous l'avons cru révolutionnaire. Et, à la manière de l'esthète qui, des années plus tard, ordonnait son « Musée imaginaire », nous avons reconstruit un Malraux imaginaire.

Un Malraux qui n'aurait pas confondu gaullisme et socialisme. Un soldat de la Révolution qui n'aurait pas siégé dans un gouvernement qui, après d'autres, torturait en Algérie et faisait des risettes au sinistre vieillard du Pardo. Et puis, d'espérance lasse, nous avons concédé qu'il y avait deux Malraux : celui de « L'Espoir », des Brigades internationales ; et celui des ballets de D.s. noires dans la cour des palais officiels.

Nous nous trompions. Il n'y a qu'un Malraux au rendez-vous manqué de l'Histoire. Et c'est l'intelligence de Jean Lacouture dans sa remarquable biographie, parue aux éditions du Seuil, de nous le rappeler. A la lumière jaunâtre des incendies de notre Histoire, de la Commune de Shangaï à la brigade Alsace-Lorraine, l'itinéraire est logique et Malraux fidèle à lui-même.

Espagne, 1936 : l'écrivain-pilote de vieux coucous rafistolés fait face aux avions fascistes. Il est là, et c'est l'essentiel. Mais, une fois de plus, nous nous trompons. « Car ce révolutionnaire est un élitiste, pour qui l'action est d'autant plus séduisante qu'elle est accomplie par quelques chevaliers de la Table Ronde ». Et finalement peu lui importent ces ouvriers et ces paysans espagnols qui




meurent sous les bombes fascistes. Ils ne sont pour lui que des accessoires de l'Histoire, la toile de fond d'un combat de chevaliers. Et ils les oubliera quand les chevaliers l'appelleront ailleurs.

1945 : dans la Résistance, Malraux découvre une nouvelle confrérie, celle des compagnons du Général. Chantre militant du R.p.f., ordonnateur des grandes fêtes musclées du gaullisme, il ne parle plus le même langage que le patron de l'escadrille. España. Nous avons tort de nous étonner. Malraux est là tout simplement parce qu'il a trouvé, dans l'homme du 18 Juin, l'incarnation de l'Histoire qui se fait sous ses yeux. Du moins le croit-il. Qu'importe alors le reste : les Français, l'antifascisme, et même cette guerre d'Indochine que le Général souhaite plus dure, plus sanglante. Devant le Malraux qui à 25 ans publiait, dans le Saïgon des grandes compagnies, un journal férocement anticolonialiste.

1970 : la France de Georges Pompidou enterre le général de Gaulle. Quelques semaines plus tard, Malraux raconte ainsi à Jean Mauriac la scène dans la petite église de Colombey : « C'était les obsèques d'un chevalier. Il y avait seulement la famille, l'ordre, la paroisse. Mais il aurait fallu que la dépouille du Général ne soit pas dans un cercueil, mais déposée, comme celle d'un chevalier, sur des rondins de bois... ». Jusque dans la mort, la chevalerie garde ses droits. Et Malraux confond, une fois de plus, Histoire et mise en scène.

A la fin de son livre, Lacouture écrit : « Quand on est Malraux, on importe au monde et le monde vous réclame d'être vous-même ». Mais si Malraux n'a jamais répondu à ces sommations, à nos espérances, c'est que pour lui, l'Histoire reste un objet d'esthétisme. Et s'il en est acteur et spectateur, c'est pour mieux la mettre en scène. Rien d'étonnant s'il ne parle pas notre langage. La troupe nous importe plus que les maréchaux. Même d'Empire.

NICOLAS BRIMO

# Notes de lecture

## L'Histoire à coups de fourchette

Cela semble la plus naturelle des choses. On mange parce qu'il faut bien; puis, y prenant goût, on mange un peu plus. Puis un peu trop. Mais pourquoi et comment mangeait la bourgeoisie après avoir conquis le pouvoir politique ? Quel est le sens d'une certaine gastronomie française ? Jean-Paul Aron, dans « Le mangeur du XIXe siècle » (Robert Laffont), nous promène, séduits, dans les restaurants de tout un siècle. Dans les tout premiers, ouvert par les chefs de grande maison lorsqu'ils furent mis au chômage par la Révolution ; dans ceux du Second Empire, où la bourgeoisie, repue et fière d'elle, installe son ventre et ses louis d'or. Puis dans les gargotes, les bouillons, les commerces infâmes où le peuple consomme les restes — vraiment — des « grands » et des gras. Une fresque admirable où l'on voit se créer les goûts, où l'on perçoit — et comprend — les raisons des habitudes et des attitudes. Un livre qui nous apprend à aimer l'Histoire, à comprendre la raison de bien des révoltes. Et à aimer la cuisine.

## Le pavé de René Dumont

Socialisme, Tiers Monde, croissance zéro, pollution. Tout ça, c'est à la mode. Comme sujet de discussion. Pour dire n'importe quoi afin de ne rien faire. Pour se rassurer, faire porter les responsabilités aux autres, avoir bonne conscience.

Alors, de temps à autre, il faut un bon gros pavé dans la mare. Pour nous éclabousser, tous. Une grève d'O.s., une famine, un embouteillage de 12 heures. Ou un livre.

Celui de René Dumont : « L'utopie ou la mort ! » (Editions du Seuil) fait partie de ces rares ouvrages que l'on peut difficilement oublier. La mort qu'il décrit est connue — enfin presque — c'est celle de notre monde fini avec celui de la marchandise, de l'injustice, du gaspillage. Son utopie ne peut pas laisser indifférent. Même si on la discute, même si on la récuse. Car, face à l'avenir décrit — et assuré, si rien ne change — il faut passer de l'utopie au projet. Et c'est en discutant, tous, d'un tel livre que nous bâtirons un projet de société. Non pas pour ne pas mourir, mais pour enfin vivre.

G. P.

Document

# L'INTERNATIONALE DU FRIC

Au cours de leurs deux journées d'entretien à Reykjavik, Richard Nixon et Georges Pompidou ont âprement débattu, entre autres broutilles planétaires *(voir en page 11 de ce numéro)* de la crise du système monétaire international.

Sur ce point, comme sur d'autres, de « sérieux malentendus » subsistent. Le climat des négociations entre les deux chefs d'Etat a été, selon les observateurs, aussi frais et volcanique que le pays qui les abritait. Aucun remède n'a été trouvé à la fièvre de l'or et à l'anémie du dollar.

Peut-être aurait-il fallu inviter au pays de la morue les grands squales de la Finance que sont MM. les P.d.g. de Ford, General Motors, I.b.m., I.t.t., Standard Oil, Unilever, Bayer, Hoechst, Philips, Royal Dutch-Shell, etc.

Aujourd'hui, en effet, la majorité des économistes sont d'accord pour constater — avec effroi ou avec ravissement — que les entreprises ont une influence énorme sur les balances commerciales et les mouvements de capitaux ; qu'en résumé, elles pèsent d'un poids décisif dans l'équilibre monétaire international. Selon les chiffres fournis par le Département du Commerce des Etats-Unis, les 298 premières entreprises multinationales américaines ont réalisé, en 1971, plus du quart du commerce extérieur mondial. Les mêmes entreprises ont, d'autre part, à leur actif, 60 % des investissements étrangers dans le monde. C'est dire si leur poids économique — c'est-à-dire, à cette échelle : politique — est grand.

On ne sait d'ailleurs pas très bien où commencent et où finissent ces monstres tentaculaires qui cachent leurs fabuleux bénéfices, à Panama ou aux Bermudes, dans les coffres rebondis des paradis fiscaux ensoleillés et affichent leurs sigles, leurs produits et leurs hommes sur les cinq continents.

Qu'est-ce, en effet, qu'une société multinationale ? Selon une brochure publiée en mars dernier par la C.g.t. (1), « une société multinationale n'est autre qu'un capital monopoliste dont les bases d'exploitation s'étendent dans plusieurs nations, recherchant et utilisant tout avantage relatif lié à une telle implantation et les combinant pour réaliser le profit maximum ».

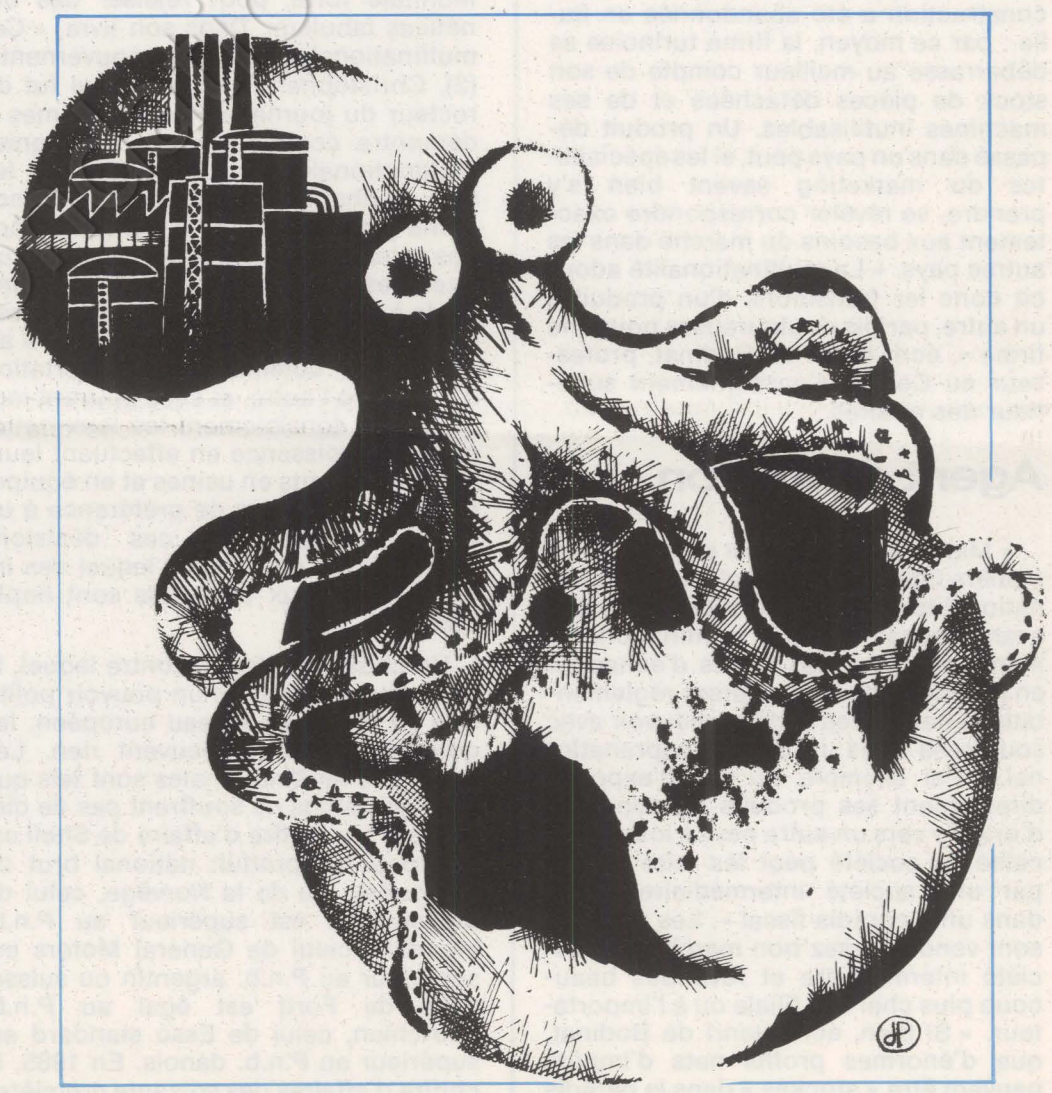
En d'autres termes, une société multinationale est généralement composée d'une ou plusieurs sociétés-mères, souvent installées dans des paradis fiscaux, et d'une multitude de filiales réparties dans le monde entier. C'est ainsi qu'Unilever (alimentation, produits de toilette, détergents) a deux sociétés-mères, l'une hollandaise, l'autre anglaise, qui contrôlent plus de 500 filiales éparpillées dans une soixantaine de pays. C'est ainsi que le groupe Nestlé est contrôlé par deux « holdings » : Nestlé Alimentana, dont le siège est en Suisse, et Unilac incorporated, dont le siège est à Panama.

## Des restes pour l'Espagne

Bien entendu, les filiales ne sont pas réparties au gré des vents ou des caprices du conseil d'administration. La stratégie des multinationales est en effet d'utiliser au mieux les avantages de tel ou tel pays. « Ces avantages, lit-on dans le rapport central de l'assemblée syndicale mondiale qui s'est tenue en avril à Santiago-du-Chili, peuvent être l'existence et le bas prix des matières premières, le bas prix de la main-d'œuvre, l'indulgence de la législation fiscale, l'ampleur du marché local, les possibilités de financement et de crédit, le degré relatif de faiblesse des organisations syndicales, le niveau de qualification de la main-d'œuvre, les conditions politiques internes à chaque pays. »

On cherche donc, on scrute, on étudie, on teste, on additionne et on multiplie, et lorsqu'un pays présente une — ou mieux plusieurs — de ces alléchantes caractéristiques, on y installe une filiale. L'objectif final étant d'obtenir les profits les plus élevés et d'en dissimuler la plus grande partie possible.

Pour toutes ces raisons, la firme allemande Rollei fait fabriquer ses nouveaux appareils photo à Hong-Kong ou Singapour ; pour les mêmes raisons, les →



# L'INTERNATIONALE DU FRIC







**Publicité de grandes banques américaines.**

Bermudes, les Bahamas, Panama, la Suisse ou le Lichtenstein accueillent des milliers de sièges sociaux « fictifs » ; le siège de la société anonyme qui contrôle les deux usines Michelin construites au Canada a été installé aux Bermudes. Etc.

Conséquence : grâce à la combinaison de tous les avantages, les firmes multinationales atteignent des dimensions considérables et réalisent des profits colossaux ; en standardisant sa production dans tous les pays du monde, Coca-Cola réalise huit millions de dollars d'économies par an. De son côté, Unilever a divisé par trois le coût de lancement du déodorant Rexona en décidant son lancement à l'échelle européenne.

Pour un même objectif final, les stratégies et les tactiques sont multiples : la filiale espagnole de Fiat, la S.e.a.t, continue à produire la Fiat 850, dont la construction a été abandonnée en Italie : par ce moyen, la firme turinoise se débarrasse au meilleur compte de son stock de pièces détachées et de ses machines inutilisables. Un produit dépassé dans un pays peut, si les spécialistes du marketing savent bien s'y prendre, se révéler correspondre exactement aux besoins du marché dans les autres pays. « La multinationalité adoucit donc les transitions d'un produit à un autre, parfois douloureuses pour une firme », écrit Henri de Bodinat, professeur au Centre d'enseignement supérieur des affaires.

## Agent d'inflation

« Mais, ajoute-t-il, c'est sans doute en matière financière et fiscale que la multinationalité se révèle le plus nettement avantageuse. Leur multinationalité même permet à ces firmes d'échapper en grande partie aux diverses réglementations nationales et de se mouvoir avec souplesse dans un univers supranational. » Par exemple, au lieu d'exporter directement ses produits de son pays d'origine vers un autre pays à lourde fiscalité, la société peut les faire passer par une société intermédiaire située dans un « paradis fiscal ». Les produits sont vendus assez bon marché à la société intermédiaire et revendus beaucoup plus cher à la filiale ou à l'importateur. « Si bien, écrit Henri de Bodinat, que d'énormes profits nets d'impôts peuvent être « stockés » dans le paradis fiscal. » Les filiales peuvent aussi, selon le même expert, « ne pas verser directement tous dividendes, leurs royalties ou leurs paiements de services à la société-mère lourdement imposée, mais à des sociétés holding ou à des sociétés financières captives bien localisées. » « Bien localisées », c'est-à-dire localisées dans des « paradis fiscaux ».

Ce n'est pas tout. Les transferts de fonds entre filiales peuvent également permettre aux multinationales de réaliser des gains considérables en utilisant les variations des taux de change : il suffit à une multinationale d'accélérer ses paiements lorsqu'ils sont effectués dans une monnaie menacée et de les retarder quand ils sont effectués dans une monnaie forte, pour réaliser des bénéfices fabuleux. Dans son livre, « Ces multinationales qui nous gouvernent » (2), Christopher Tugendath, qui fut directeur du journal « Financial Times », démontre comment « les compagnies multinationales peuvent peser sur les taux de change en transférant les fonds d'une place à l'autre, et sur la balance des paiements en modifiant les prix auxquels les produits sont cédés par une filiale à une autre ». Elles peuvent aussi, explique Christopher Tugendath, « aiguiller les commandes d'exportation d'un pays à l'autre, et elles peuvent modifier très sensiblement les taux nationaux de croissance en effectuant leurs investissements en usines et en équipement dans un pays de préférence à un autre. Chacune de ces décisions comporte un choix dans lequel des intérêts nationaux différents sont impliqués ».

Un choix, d'ailleurs, contre lequel, le plus souvent, faute d'un pouvoir politique au moins au niveau européen, les gouvernements ne peuvent rien. Les poids des multinationales sont tels que leurs décisions ne souffrent pas de discussion : le chiffre d'affaire de Shell est supérieur au produit national brut de l'Indonésie ou de la Norvège, celui de Volkswagen est supérieur au P.n.b. irlandais, celui de General Motors est supérieur au P.n.b. argentin ou suisse, celui de Ford est égal au P.n.b. autrichien, celui de Esso standard est supérieur au P.n.b. danois. En 1985, le chiffre d'affaires des soixante premières industries mondiales sera égal au quart du produit brut mondial !

L'un des meilleurs observateurs du développement des multinationales, Charles Levinson, secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de la Chimie, auteur d'un livre retentissant qui démontre le rôle capital des multinationales dans « l'inflation mondiale » (3), déclare à « l'Unité » : « Nous assistons aujourd'hui à une restructuration complète du système économique. L'inflation est l'une des manifestations les plus évidentes de cette restructuration dont le développement des multinationales est l'un des principaux aspects. »

« Déjà, poursuit Levinson, une poignée de firmes géantes concentrent près de 80 % de la production totale de chaque grand secteur dans le monde : elles sont 7 dans le pétrole, 15 dans la pétrochimie, 200 dans la chimie, 10 dans l'électronique de précision, 8 dans le caoutchouc, 9 dans le papier, 5 dans le verre, 9 dans l'automobile. »

La sacro-sainte loi de la concurrence n'a pas elle-même survécu à cette restructuration. Les multinationales, en effet, n'ont pas tardé à s'apercevoir que les profits pouvaient, lorsqu'elles s'associaient, être encore plus énormes que lorsqu'elles se combattaient. C'est ainsi que, dans l'ombre, General Electric s'est associé en Italie avec son concurrent Olivetti. Que la société britannique Dunlop fabrique, malgré ses liens avec Pirelli, des pneus pour le compte de Goodyear dans plusieurs pays et qu'elle s'est même associée avec son principal concurrent français, Michelin, lié pour sa part, depuis qu'il contrôle Kléber-Colombes, à la société autrichienne Semperit. Cette dernière produit d'ailleurs, dans son usine irlandaise, des pneus pour des sociétés américaines. La société française Rhône-Poulenc est associée à 27 autres firmes, dont plusieurs de ses principales concurrentes, pour des opérations communes...

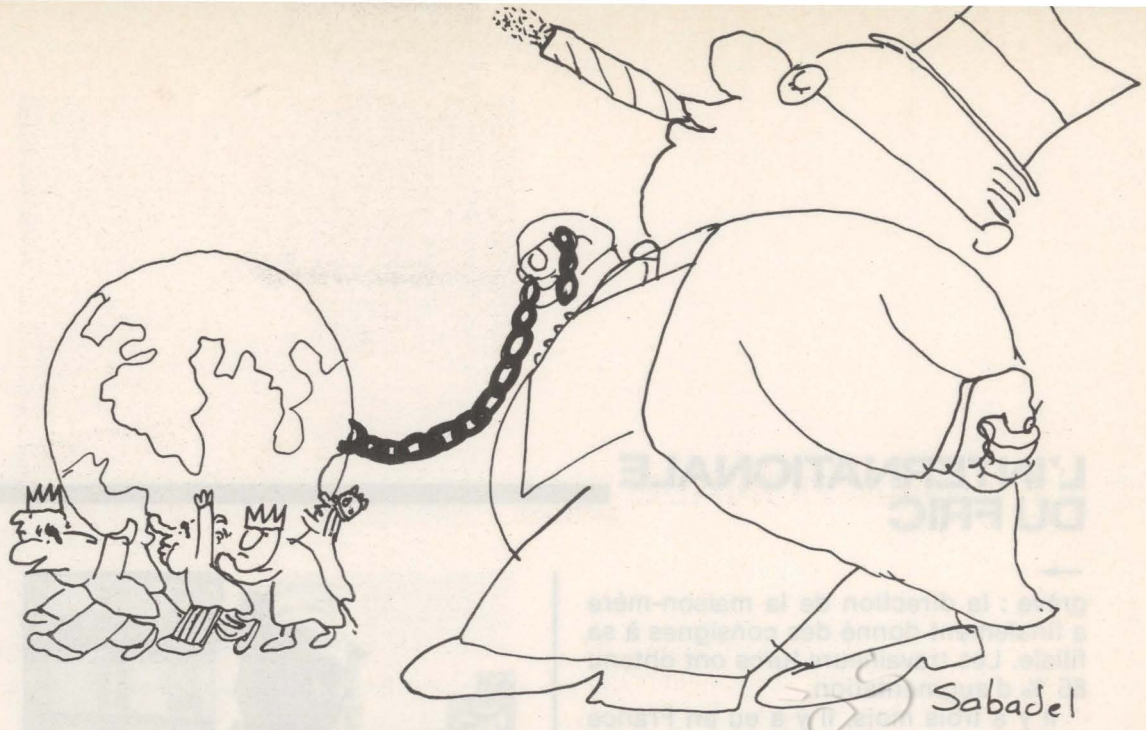
Des consortiums bancaires multinationaux se constituent parallèlement : par exemple, la Société financière européenne, qui regroupe la B.n.p., la Bank of America (U.s.a.), la Barclays Bank (Grande-Bretagne), la Banco nazionale de lavore (Italie), la Dresdner Bank (R.f.a.), l'Algemeine Bank (Pays-Bas), la

you're looking for an export "partner."
In Stuttgart–and around the world.

With a huge output of automobiles, computers, and farm machinery committed for export, Stuttgart is often described as the "partner of the world." And when Stuttgart exporters need help they find it at Citibank. Why? Because just about anywhere they do business, we serve business. Which also means we're usually in an excellent position to check on your customers' credit. And to help you master the intricacies of export financing, government regulations, exchange controls—every aspect of selling abroad. In 89 countries, in any currency, in any export situation—call on us.

FIRST NATIONAL CITY BANK
Broadest Shoulders in the World of Banking
Just say "Citibank"


Stuttgart Citibankers in the Marktplatz




Banque de Bruxelles (Belgique) et Sumitomo (Japon).

Comme on le devine, les intérêts des nations, et surtout de leurs habitants, ne pèsent pas lourd dans les discussions des managers de ces sociétés. On se souvient que I.t.t. avait formé, avec le concours de la C.i.a., le projet de renverser le gouvernement de Salvador Allende, qu'elle jugeait — on la comprend — dangereux pour ses intérêts au Chili ; il y a une trentaine d'années, I.t.t. n'avait pas répugné d'ailleurs à manifester sa sympathie au gouvernement hitlérien.

Mais, en une décennie, I.t.t. a multiplié son chiffre d'affaires par 7 et ses bénéfices par 10. Elle a réalisé en 1971 un chiffre de 36,5 milliards de francs, ce qui représente près de la moitié de la T.v.a. française.

Dans la période 1955-1970, la compagnie américaine Kennecot a tiré de ses investissements au Chili un profit moyen de 52,8 %. Pour la même période, son revenu moyen dans le reste du monde était seulement de 9,95 %. Quant à l'Anaconda, autre société américaine, qui a seulement investi 16 % de ses capitaux au Chili, elle y a réalisé 80 % de ses profits mondiaux. On comprend que ces sociétés, comme I.t.t., n'aient pas vu d'un bon œil la victoire au Chili de l'Unité populaire. Ce qui est bon pour les travailleurs ne l'est pas pour les managers des multinationales.

## "Nationalité : Nestlé"

Voici comment un manager « multinational » conçoit les devoirs des dirigeants. Cette définition est due au président de la filiale britannique de la société américaine Ronson, W.J. Kenyon Jone : « Un dirigeant de société multinationale doit renoncer à toute attitude nationaliste et comprendre qu'en dernier ressort sa loyauté doit s'exercer envers les actionnaires de la société-mère et qu'il est tenu à défendre leurs intérêts, même si ceux-ci ne coïncident pas apparemment avec l'intérêt national du pays où il travaille. » « Nous ne pouvons être considérés ni comme purement suisses ni comme purement multinationaux, c'est-à-dire comme relevant du monde entier, si tant est que la chose puisse exister, déclare de son côté le Pr Max Gloor, directeur de la société suisse Nestlé Alimentation. Nous sommes probablement quelque chose d'intermédiaire, une race à part. En un mot, nous possédons une nationalité spéciale, la nationalité Nestlé. »

Après un tel constat, devant de tels propos, une image arrive toute seule sous la plume : celle de la pieuvre. D'une foule de pieuvres, dont l'emmêlement des tentacules ne doit pas faire illusion : elles ne se battent pas les unes contre les autres, elles s'appuient au contraire les unes sur les autres pour que rien n'échappe à leurs ventouses. Il n'y manque même pas l'encre, que ces agréables bestioles ont l'habitude de répandre autour d'elles pour se dissimuler aux regards d'un éventuel agresseur. L'encre des multinationales, c'est le silence. « En juin 1969, rapporte Christopher Tugendath, la Chambre de commerce internationale tenait à Istamboul le congrès de son 50e anniversaire. Le thème du congrès, choisi par le président de la Chambre, Arthur K. Watson, P.d.g. d'I.b.m. World Trade Corporation, était « le rôle, les droits et les responsabilités de la société multinationale. » Ce choix ne fut pas du goût de tout le monde : Leroy D. Stinebover, vice-président de la Standard Oil, manifesta la crainte que « tout ce bruit n'amène les pays d'accueil à croire que les compagnies internationales sont quelque chose de tout à fait nouveau par rapport à ce qui existait déjà. » Un autre délégué déclara plus brutalement : « Nous nous faisons du tort à nous-mêmes en insistant trop sur la nouveauté du sujet. »

« La gauche a commis une erreur grave en ouvrant trop tardivement les yeux sur le fait que l'économie mondiale est en train d'être bouleversée de fond en comble par la croissance des compagnies multinationales, nous dit Levinson. Dire qu'il s'agit d'un nouvel avatar du capitalisme monopoliste ne suffit pas, se livrer à des contorsions idéologiques pour faire entrer cette nouvelle notion dans les dogmes ne suffit pas davantage. C'est aux travailleurs eux-mêmes qu'il revient de définir, à travers leurs syndicats indépendants, une nouvelle stratégie qui dépasse les frontières des nations, et de créer un pouvoir global pour affronter celui des géants multinationaux.

Pour être efficace dans la lutte contre les compagnies multinationales, un syndicat doit avoir une structure, un profil de pouvoir symétrique à ceux des compagnies multinationales. C'est donc au niveau des compagnies même, sur une échelle mondiale, qu'il faut restructurer cet aspect de la lutte. Et c'est cette restructuration que nous devons entreprendre dès maintenant dans le monde syndical, et qui implique une révolution, un bouleversement de notre système, révolution et bouleversement que les capitalistes ont effectués. Voilà où est actuellement le problème. »

## Réplique syndicale

L'objectif immédiat de Levinson est de créer le plus grand nombre possible de Conseils permanents mondiaux. Ces « Conseils », qui regroupent les syndicats de toutes les usines d'une même entreprise à travers le monde, permettent une coordination et une répartition des actions revendicatives sur l'ensemble du globe. La Fédération internationale des travailleurs de la Chimie, dont Levinson, docteur en économie et sociologie industrielle, est le secrétaire général depuis 1964, regroupe plus de 4 millions d'adhérents dont, en France, les membres de la Fédération C.f.d.t. de la Chimie.

Pour défendre ses thèses et démontrer l'utilité des « Conseils mondiaux », Levinson ne manque pas d'arguments. « Le 21 mai, explique-t-il, s'est achevée une grève dans le groupe Hoffman-Laroche. Cette grève avait été déclenchée par les ouvriers d'une filiale turque de la firme. Elle a été gagnée par les ouvriers suisses de Hoffman-Laroche. Dès que le Conseil mondial de Hoffman-Laroche a été prévenu, les travailleurs suisses ont refusé de faire des heures supplémentaires pour empêcher les transferts de production, et ils ont envoyé 20 000 francs en Turquie. Tous les journaux suisses ont parlé de cette

→

# L'INTERNATIONALE DU FRIC

→

grève : la direction de la maison-mère a finalement donné des consignes à sa filiale. Les travailleurs turcs ont obtenu 85 % d'augmentation.

Il y a trois mois, il y a eu en France une grève, sur le problème de la santé et des conditions de travail, dans une filiale d'une société canadienne. Le patron refusait de négocier. La C.f.d.t. m'a téléphoné, j'ai alerté notre affilié au Canada. En 24 heures, tout était fini : la direction avait reçu du Canada l'ordre de négocier. Et cet ordre avait été donné sous la pression des syndicalistes canadiens. »

« Tout se passe par téléphone, raconte Levinson. Nous avons eu un jour une grève aux îles Fidji, dans une société britannique. J'ai appelé le P.d.g. à Londres. Il n'était même pas au courant. J'ai aussi envoyé 5 000 dollars aux grévistes ; ils auraient pu tenir, avec ça, pendant 4 mois. Mais 48 heures plus tard, tout était fini. Dans le groupe Goodyear, nous avions soigneusement préparé une grève mondiale, avec contrôle des stocks. Tout était prêt. Les patrons l'ont su. Ils ont accepté de négocier avant même que le mouvement soit déclenché. »

Et puis, il y a eu Michelin. Le 21 septembre 1972, une grève éclate dans l'atelier O.p.k. d'une des usines Michelin de Clermont-Ferrand. L'atelier O.p.k. fabrique les nappes acier-gomme qui servent à fabriquer le pneu à carcasse radiale. Plus de nappes, plus de pneus, c'est une grève-bouchon. Et chez Michelin, le « roi du pneu », où règne un climat quasi médiéval de mystère et de crainte, on ne discute pas.

On discutera pourtant cette fois-là. Le 27 septembre, Noël Mandran, président du Conseil syndical mondial Michelin, téléphone au bureau de Levinson, à Genève, pour demander de l'aide. Levinson appelle à Hanovre les responsables du syndicat allemand de la Chimie (600 000 adhérents), qui alerte ses sections Michelin. Les travailleurs de toutes les usines Michelin d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne reçoivent la même consigne : contrôler les stocks et refuser les heures supplémentaires. Des camions chargés en Espagne viennent ravitailler l'usine de Clermont-Ferrand. Levinson avertit deux syndicats clandestins espagnols : les camions cessent d'arriver. On a discuté chez Michelin.

« A moyen terme, dit Levinson, notre objectif est de coordonner les revendi-



**Charles Levinson.**

cations. Je n'irai pas jusqu'à dire que l'on va obtenir l'harmonisation des salaires, mais il est certain que dans les pays en voie de développement, par exemple, les compagnies multinationales vont payer beaucoup mieux, car elles savent que nous exerçons une vive pression sur elles ailleurs. »

## Offensive vers l'Est

Du 10 au 15 avril dernier s'est réuni, à Santiago-du-Chili, une assemblée syndicale mondiale consacrée au problème des multinationales. Henri Krasucki, secrétaire de la C.g.t., y représentait son organisation. « Ce qui manque et doit nous préoccuper, a-t-il déclaré dans son intervention, c'est que les géants internationaux de la finance, de l'industrie et du commerce ne reçoivent pas encore la réplique suffisante. C'est que les travailleurs et leur mouvement syndical n'ont pas encore établi la disposition indispensable de leurs forces pour mener la lutte à l'échelle voulue avec succès. De quoi avons-nous besoin ? D'objectifs communs et de moyens d'action. »

« Cela dit, déclare Krasucki à « l'Unité , les sociétés multinationales n'ont pas que des aspects négatifs : elles nous imposent une véritable unité d'action, nous obligent à trouver une dimension véritablement internationale. Il ne s'agit pas de solidarité internationale, avec des majuscules, sur des problèmes généraux. Là, les intérêts personnels de chacun sont directement en jeu. D'ailleurs, regardez les marins et les dockers : ils ont des traditions internationalistes spécifiques, à cause du caractère « international » de leur travail. Le phénomène va s'imposer par la force des choses. Il ne faut pas avoir une vision catastrophique des sociétés multinationales. Elles ne sont pas plus invincibles que le capitalisme en général. C'est même un nouveau pas : cette force contraignante provoque des réactions de la classe ouvrière. »

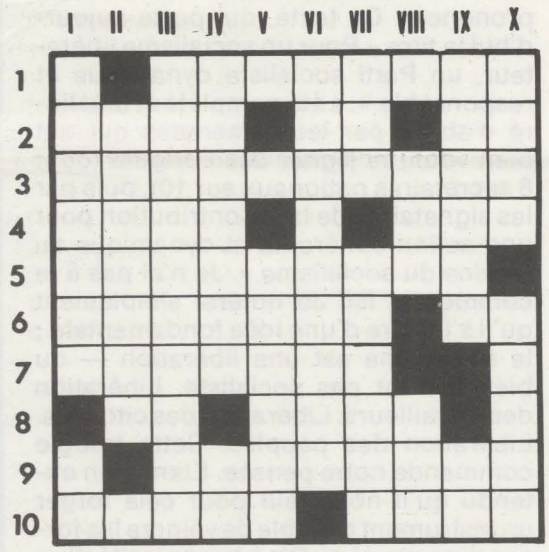
Tout le monde ne partage pas l'optimisme de Krasucki. « D'ici à 1985, estime Levinson, 300 à 400 compagnies multinationales contrôleront environ 80 % de la totalité des capitaux industriels. Dans le même temps, une douzaine de grands consortium bancaires contrôleront tous les marchés des finances et des crédits. Et ce n'est pas seulement valable pour le monde occidental : la Chase Manhattan Bank, qui incarne le capitalisme américain et international, vient d'ouvrir une agence à Moscou. I.t.t. a signé un contrat avec le gouvernement soviétique pour construire en U.r.s.s. un système de contrôle de tous les aéroports. Les multinationales sont partout, imbriquées les unes dans les autres, et nous devons, pour la lutte socialiste, mettre ce fait en évidence. Un nouveau pouvoir est en train de se tisser. Si nous n'en prenons pas conscience très vite, nous allons vers un désastre. »

La bataille contre les multinationales ne se gagnera pas, en effet, sans une refonte sérieuse des analyses économiques traditionnelles. Une refonte qui permettra de dépoussiérer les vieux schémas, de séparer les mythes des réalités et de ne plus confondre les mots et les faits. On ne combat bien que ce qu'on connaît bien. Et Michelin, Rhône-Poulenc, Ford, Bayer, I.b.m., I.t.t., General Motors, Volkswagen sont de rudes adversaires, qui ne font pas de cadeaux.

MICHELE BACKMANN

1) « La C.G.T. et les sociétés multinationales », supplément au journal « Le Peuple », mars 1973.
2) « Ces multinationales qui nous gouvernent » de Christopher Tugendath, chez Grasset.
3) « L'inflation mondiale et les firmes multinationales » de Charles Levinson, au Seuil.

# Mots croisés




**PROBLEME N° 68**

**HORIZONTALEMENT :**

1. Un point, c'est tout. - 2. Aime la vogue. Pronom. Note. - 3. Que l'on remarquera. - 4. N'est plus à sa place. Précède une bienheureuse. - 5. S'attaque même aux vipères lubriques. - 6. Fait moins envie que pitié. Permet de faire beaucoup de choses. - 7. En Eubée. - 8. Obtenu. Mesure anglo-saxonne. - 9. Portent la bonne nouvelle. - 10. Fait une consommation importante d'énergie. Couches de fascines.

**VERTICALEMENT :**

1. Particulièrement étourdie. Essence. - 2. Fait des grosses. - 3. Recouverte de peau. - 4. Commissaire du Pape. Grecque. - 5. Agitateur irlandais. - 6. Coula très lentement. - 7. Naît dans les Grisons. Reconstitua l'armée allemande en 1919. - 8. Levant. Interjection. - 9. Sortes de barbes. Sur un poteau indicateur. - 10. Auquel on a porté tort. Haut en couleurs.

**SOLUTION DU PROBLEME N° 67**

**HORIZONTALEMENT :** 1. Caboteras. - Ecru. Lueur. - 3. Douaniers. - 4. Aulis. SO. - 5. Sel. Sue. - 6. Emulations. - 7. Misérables (Victor Hugo). - 8. Déesses. Si. - 9. Ile. Co. - 10. Nanan. Néon.

**VERTICALEMENT :** 1. Céda. Emden. - 2. Acousmie. - 3. Brûleuse. - 4. Ouailles. - 5. NS. Arsin. - 6. Eli. Staël. - 7. Rues. Ibsen. - 8. Aérosol. - 9. Sus. Unesco. - 10. Cession.


# Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

*BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE*
*41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e*

*Je soussigné (1).....*

*Profession .....*

*Demeurant .....*

.....

*désire souscrire un abonnement**

| | |
|---|---|
| *normal de 6 mois à* | *50 F* ☐ |
| *normal d'un an à* | *90 F* ☐ |
| *de soutien à* | *100 F* ☐ |
| *de soutien à* | *150 F* ☐ |
| *de soutien à* | *200 F* ☐ |

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

*par chèque bancaire* ☐
*par chèque postal* ☐
*ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source* ☐

*Date et Signature*

*(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES*

*Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.*



L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

**Directeur général** : Pierre Mauroy

**Directeur de la rédaction** : Claude Estier

**REDACTION**
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

**SEC. DE REDACTION-MAQUETTES**
Nicole Chaillot

**AVEC LA COLLABORATION DE**
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

**ADMINISTRATION**

**Conseiller technique** : François de Grossouvre
**Secrétaire administrative** : Jacqueline Daimé.
**Publicité** : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
**Spectacles** : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
**Directeur de publication** : Michel Lecornet.
**Société éditrice** : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

# LETTRE AUX MILITANTS

## PAR FRANÇOIS MITTERRAND

**Voici le texte de la lettre que François Mitterrand adresse cette semaine à tous les militants du Parti socialiste pour préciser l'enjeu du congrès de Grenoble.**

Chers camarades,

Au terme du mandat que vous m'avez confié, je forme des vœux pour que le congrès de Grenoble s'inscrive dans la ligne du congrès d'Epinay et donne, à son tour, le départ d'une étape décisive dans la vie du Parti. C'est le moment pour les socialistes de s'appliquer à eux-mêmes la règle d'action qu'ils ont proposée aux Français et répandue dans nos villes et nos villages : tout est possible, cela dépend de nous.

Un bilan ne se passe pas d'éléments négatifs. J'aperçois autant que vous, et peut-être davantage sur certains points, les erreurs et les défaillances de notre gestion. Nous avons été pris de court par la rapidité des transformations, du développement du Parti. Nos liaisons ont été trop lentes. Bien que nous n'ayons jamais oublié que le rôle des socialistes est de se porter à la pointe des luttes chaque fois qu'elles sont justes et opportunes, nous n'avons pas toujours traduit au moment voulu les sentiments et les volontés des travailleurs. Bref, quand je considère l'œuvre accomplie au cours de ces deux dernières années, avant de me réjouir des progrès, je déplore les carences et, comme la responsabilité ne se divise pas, j'assume devant vous les échecs autant que les succès. Les éléments positifs ne sont certes pas négligeables. Le Parti est plus nombreux. Il est vivant, il est présent. Alors qu'il ne possédait plus d'organe de presse, il s'exprime par un hebdomadaire et deux mensuels nationaux sans compter les journaux locaux. Les stages de formation se sont multipliés. Nous avons participé intensément au combat de la gauche. Théorie et pratique ont fait bon ménage puisque les élections législatives nous ont apporté quatre millions et demi de suffrages (19 %) auxquels il convient d'ajouter les 500 000 environ obtenus par les radicaux de gauche. Nous avons présenté des candidats dans toutes les circonscriptions métropolitaines sauf deux, c'est-à-dire dans plus de cent circonscriptions dont les socialistes étaient absents en 1967 et 1968. Nous avions 41 députés. Ils sont maintenant 88 et deux apparentés. Avec les 12 radicaux de gauche, notre groupe parlementaire compte 102 membres et est le deuxième en importance de l'Assemblée nationale.

J'ai été frappé, au cours de la campagne électorale, par le remarquable militantisme de la plupart de nos fédérations. Partout la « rose au poing », symbole populaire du socialisme renouvelé, a fleuri sur les murs. Elle signifiait aussi le désintéressement de milliers et de milliers de militants qui n'attendent de la vie publique qu'une seule récompense : la victoire du socialisme.

Enfin, sur le plan international, notre Parti occupe un rang appréciable. Il a reçu à Paris, en janvier, les leaders de l'Internationale socialiste et parmi eux sept chefs de gouvernement. Ses dirigeants, invités dans une trentaine de pays, ont pu se rendre en délégation au Chili, en Pologne, en Roumanie, en Grande-Bretagne, en Israël, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en Suède, au Danemark, en Autriche, en Guinée, en Tunisie, en République des Somalis. D'étroites relations ont été établies avec les partis révolutionnaires d'Espagne, du Portugal, de Grèce, de Guinée « portugaise », d'Angola, du Vénézuéla, et des liens noués avec les animateurs en exil du « printemps de Prague ».

Désormais, le Parti socialiste, l'une des trois principales forces politiques du pays, peut aborder la phase nouvelle de son action avec la certitude de représenter un puissant mouvement d'opinion. Il le doit essentiellement au dévouement de ses militants et à la justesse de son analyse. Le congrès d'Epinay a décidé d'une stratégie dont chaque événement montre qu'elle était conforme aux intérêts du socialisme. Il s'agit à Grenoble de maintenir, de continuer, d'aller plus loin.

A cette fin, diverses motions sont soumises à votre examen. « Le Poing et la Rose » vous en a donné connaissance. Il appartient aux camarades dans leurs sections et leurs fédérations de choisir en conscience la voie à suivre. Qu'il soit bien clair que je considère l'existence de ces motions, parfois contraires mais qui expriment les intentions de militants sincères, utile au Parti. Il est bon que les courants de pensée s'affirment pour faire prévaloir leurs thèses. Naturellement, une telle recherche deviendrait dangereuse si elle s'enfermait dans les fractions tendant à se substituer au Parti tout entier. Mais ce risque, qui est réel et doit être mesuré par tous, me paraît dans l'état présent de notre organisation moins grave que ne le seraient la sclérose, l'immobilisme, le conformisme et l'absence d'imagination. Le congrès de Grenoble débattra entre plusieurs projets. Il le fera dans la clarté. La preuve sera fournie, une fois de plus, que socialisme et démocratie sont une seule et même chose.

Dans cet esprit, j'ai pris l'initiative d'un des textes sur lesquels vous avez à vous prononcer. Ce texte, qui porte aujourd'hui le titre « Pour un socialisme libérateur, un Parti socialiste dynamique et responsable », a été complété et amélioré d'abord par les camarades qui ont bien voulu le signer dès l'origine (dont 8 secrétaires nationaux sur 10), puis par les signataires de la « Contribution pour une action cohérente et dynamique au service du socialisme ». Je n'ai pas à le commenter ici. Je noterai simplement qu'il s'inspire d'une idée fondamentale : le socialisme est une libération — ou bien il n'est pas socialiste. Libération des travailleurs. Libération des citoyens. Libération des peuples. Cette trilogie commande notre pensée. Etant bien entendu qu'il nous faut pour cela forger un instrument capable de vaincre les forces d'oppression. D'où la nécessité d'un Parti socialiste puissant et responsable. Je remarque avec joie que les camarades qui soutiennent d'autres motions rejoignent cette façon de voir. Ce qui, à Grenoble, laisse augurer, comme je l'espère, un vaste regroupement sur une orientation commune.

Mais il est un point à propos duquel ne peut subsister aucune ambiguïté : l'article 16 de nos statuts veut que voter pour une motion signifie que l'on vote en même temps pour une équipe. Tant que l'article 16 sera ce qu'il est, il en ira ainsi. Le vote indicatif que vous émettrez dans vos sections déterminera la majorité dans le Parti et par conséquent sa future direction. Ma responsabilité est donc entièrement engagée par la motion « Pour un socialisme libérateur ». De l'accueil que celle-ci recevra dépendra la possibilité pour ses signataires de poursuivre leur tâche.

Quoi qu'il advienne, laissez-moi vous répéter ma confiance en l'avenir du Parti et c'est ce qui importe avant tout. Le renouvellement qui s'opère en son sein a préservé les plus fécondes traditions du socialisme, seule réponse, ai-je tenu à rappeler durant la dernière campagne électorale, seule réponse depuis un siècle au système d'exploitation capitaliste. Ensemble, servons-le. Sans oublier qu'il n'est lui-même qu'un moyen de servir la lutte des travailleurs pour une société où chacun sera responsable de lui-même et de tous.

Croyez, chers camarades, en mes fidèles sentiments.